

n° 779 - 4 F

DU 23 MARS AU 30 MARS 78

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

BRETAGNE LE JEUDI NOIR

**POURQUOI LA GAUCHE
N'A-T-ELLE PAS GAGNÉ
LES ÉLECTIONS ?**

Femmes en mouvement

Deux maisons pour les femmes

● Décidément ça bouge dans le 15^e. Pendant que les écologistes décidaient l'occupation du « château » de la rue du général, les femmes, elles, s'installaient dans un ancien hôtel de la rue Pécelet (1, rue Pécelet) destiné à être démoli dans le cadre des juteuses opérations de rénovation du quartier. Depuis longtemps elles réclamaient une « maison de femmes ». Devant le peu de succès de cette revendication auprès de la mairie, elles ont décidé d'en occuper une.

Cette occupation a débuté le dimanche 5 mars malgré une intervention dissuasive de la police venue les prier de vider les lieux au plus vite. Toute la semaine ont eu lieu à la maison des femmes des débats avec projection de films et discussion sur des problèmes variés : avortement, homosexualité... Ceci en présence de « spécialistes », mais surtout avec une très grande participation du public ; public assez hétérogène : beaucoup de femmes (mais pas seulement !), des jeunes et des moins jeunes, des gens du 15^e ou d'ailleurs. Des échanges très animés et très riches ont été favorisés dans le cadre de ces soirées.

Le jeudi a eu lieu en particulier en débat sur les femmes et la politique en présence des candidates du 15^e (dont celles du Front Autogestionnaire). Plusieurs questions ont été soulevées : importance d'une « maison de femmes », à ne pas confondre avec une « maison pour tous » ; problèmes d'oppression spécifiques aux femmes qui ne seront pas résolus magiquement dans le cadre de la seule transformation des rapports de production. Un aspect positif : la présence de nombreux militants du PS et surtout du PC, très nouvelle dans ce type de débat (même si la date — trois jours avant les élections — l'expliquait largement). Il faut noter que les interventions des dits

camarades passaient complètement sous silence le type de problème soulevé plus avant pour se borner à une analyse — juste au demeurant — de la particulière exploitation de la femme en tant que travailleuse.

A l'heure qu'il est, les femmes occupent toujours. Parallèlement, elles ont

s'appelle *La Salamandre*.

Pourquoi, dira-t-on, un deuxième local pour les femmes dans le même arrondissement ? Le 11^e est assez peuplé pour cela, les quatre groupes femmes qui l'animent (11^e et 12^e) pensent qu'il pourrait même en exister d'autres sans inconvénient ! Pourquoi ? D'abord le nom est

Nous voulons que *La Salamandre* soit pour d'autres ce qu'elle est pour nous : un lieu de rencontre, d'échanges, d'action. Certes, il ne s'agit pour le moment que d'un point de départ : nous discutons de nos problèmes de femmes dans la vie quotidienne, par rapport au travail, aux enfants, à la sexualité, à la violence, etc. Nous avons quelques idées pour des activités précises, mais rien n'est encore définitivement fixé. Nous ferons avec les femmes qui nous rejoindront quelque chose qui correspondra à leurs véritables besoins. La braderie que nous avons organisé le 18 mars pour récupérer un peu d'argent — nous vivons actuellement avec les cotisations des 50 membres actifs — présentait la maison ainsi : on vend : des frusques, des jouets, des fleurs ; on échange : des idées, des expériences, de l'amitié ; on donne : l'occasion aux femmes du quartier de se rencontrer et de s'exprimer. Ensemble, nous changerons quelque chose pour nous. Tout de suite. Les contacts ont été nombreux et intéressants. *La Salamandre* vivra, comme nous l'espérons ! Les résultats des dernières élections renforcent encore nos convictions. Il faudra crier plus que jamais qu'une femme n'est pas seulement une mère, une épouse, une lycéenne, une retraitée, mais un être humain qui a envie d'avoir du temps, un lieu, pour pouvoir exister par soi-même, pour soi-même.

Plus que jamais nous ne voulons dissocier l'affectif du politique.

Moins que jamais nous n'attendrons passives, que l'on nous distribue le bonheur à crédit ou les lendemains qui chantent.

Groupes femmes
11^e et 12^e



tenté, le 11 mars, une nouvelle démarche auprès de la mairie en organisant une manifestation rue Pécelet. Une maigre délégation a été reçue par les responsables, avec des réponses évasives. Elles envisagent pour l'avenir des permanences d'accueil à toutes les femmes en difficulté, un premier pas vers la création d'un centre d'orthogénie...

En fait, ce qui est possible ne le sera que grâce à la prise en charge de ces problèmes par les femmes du quartier. C'est à elles maintenant de proposer, d'imaginer, de décider... toutes ensemble.

M.-F. PIROT

● Elles l'ont dit, elles l'ont fait... cette maison des femmes dans le 11^e arrondissement. Ce n'est pas celle de la rue Saint-Sabin, mais une deuxième située 9, rue François de Neufchâteau (11^e), M^o Voltaire. Elle

joli et puis il est chargé d'un petit côté diabolique (d'après la légende) qui ne nous déplaît pas. A l'origine, dans le 11^e et le 12^e existaient au moins trois ou quatre groupes, chacun avec sa pratique, son expérience, ses projets. Il se trouve qu'un de ces projets était commun à trois groupes : avoir un local « personnel », agencé, décoré par nous, pour y tenir nos réunions d'abord, pour permettre aux autres femmes du quartier d'entrer en passant, voir ce qui s'y passe. Car évidemment, nous voulions que *La Salamandre* soit une « maison ouverte ». Si la gestion du local incombe actuellement aux cinquante femmes, constituées en groupes, qui en sont les membres actifs, notre espoir est de voir d'autres femmes du quartier se joindre à nous.

PHOTOS : p. 2 : Manuel Joaquim ; p. 6-7-8 : Manuel Joaquim ; p. 9 : DR ; p. 11-12 : AFP ; p. 15-16 : AFP ; p. 19 : Manuel Joaquim ; p. 21 : DR ; p. 22 : DR ; p. 23 : Manuel Joaquim ; p. 24 : DR.

TRIBUNE SOCIALISTE

OFFRE VALABLE JUSQU'AU
30 AVRIL 1978

En 1978, vous ne pouvez plus ignorer **Tribune socialiste**. Voici pourquoi. Ceux qui nous connaissent le savent déjà : pour nous, qui avons un idéal politique, le socialisme se confond avec l'autogestion. Quelquefois, certaines personnes ignorent le mot mais connaissent sa signification. Pourtant, il suffit de regarder autour de soi. De plus en plus, chacun veut décider de sa vie. Vous aussi. C'est normal. C'est ça au fond l'autogestion. Et **Tribune socialiste** — en abrégé « TS » — est le seul hebdomadaire d'opinion qui se réclame de l'autogestion. C'est pourquoi nous pensons que **TS** vous intéresse. Alors abonnez-vous à Tribune socialiste *.

* Voir notre bulletin d'abonnement (page 4).

HUMEUR

Soldes de printemps

A céder, pas cher, un printemps presque neuf qui n'a pas servi depuis dix ans. Conservé avec soin il pourra encore faire l'affaire dans une vingtaine d'années.

A vendre, deuxième ou troisième main, écologistes usés prématurément mais pouvant faire illusion jusqu'à l'automne après remise à neuf par un récupérateur habile.

A louer : un Mitterrand et un Marchais en bon état de marche. Apparemment les ressorts sont intacts et ils peuvent faire une seconde carrière dans les noces et banquets. A noter que comme pour les yaourts de grande surface ils ne peuvent pas être vendus séparément.

A vendre également : un PS entièrement fait à neuf. Occasion à saisir rapidement car la construction n'étant pas très homogène, ce superbe objet d'art pourrait rapidement tomber en morceaux sans l'intervention d'un spécialiste. Eventuellement le gérant actuel pourrait être cédé avec. Petite reprise.

A vendre, toujours, mais un par un : les cinquante adhérents des Radicaux de gauche. Possibilité de faire des prix de gros pour cinq avec un député en prime. Occasion à saisir avant que les prix montent. Pour toute offre, soumissionner sous pli cacheté à M. Robert Fabre, pharmacien, Villefranche-de-Rouergue. Réponse assurée.

A vendre, d'urgence, Plan Polmar n'ayant jamais servi. Faire offre au Préfet maritime de Brest. Possibilité de troc contre quelques camions de pelles, de bottes et de seaux.

Echangerai Alsace-Lorraine contre Catalogne en état de vote.

Prendrai crocodile en pension pour le faire pleurer et comparer résultats avec politiciens qui viennent de passer l'arme à gauche.

Echangerai écolos des villes contre écolos des champs. Au taux de deux contre un.

A louer : Prince d'origine polonaise entièrement sonorisé avec micro en état de marche. Le locataire pourrait éventuellement bénéficier, pour un léger supplément de prix, d'un Mességué aux herbes pour faire passer le mauvais goût.

Echangerai bulletin de vote démocratique contre coup de pied au cul répressif. Intermédiaires s'abstenir.

A vendre, au prix du papier, un stock de *Programme commun*, un wagon de *Démocratie Française* qui n'ont jamais servi et quelques exemplaires défraîchis de *Changer la vie*.

A vendre, très bas prix, poste de télé de campagne. Parfait pour jeux électroniques en raison de la rémanence sur l'écran de quelques têtes trop connues qui l'ont un peu marqué.

Fonctionnaires cherchent d'urgence à céder cartes PS ayant encore très peu servi. Prix sacrifiés.

Fonctionnaires cherchent d'urgence à racheter cartes PR. Préférence pour cartes usagées avec vieux timbres 76 et 77. Prix indifférent.

A vendre, pour payer nettoyage bateau, promesse d'indemnisation suite marée noire faite en 1976. Ecrire à l'UDB qui transmettra au PS qui transmettra au syndicat de marins-pêcheurs qui transmettra.

Recherche, d'urgence, idées pour se débarrasser pétrole : écrire à l'Agence pour les économies d'énergie.

A céder, cause cessation d'activité, carte d'électeur pouvant encore servir quelques années. Ecrire au journal qui transmettra...

C.-M. VADROT ■

DENIS FORESTIER EST MORT

On a eu l'occasion d'évoquer le rôle capital que Denis Forestier a joué comme secrétaire général du syndicat des instituteurs de 1952 à 1962, puis à la présidence de la MGEN jusqu'en 1977. Mais peut-être n'a-t-on pas signalé suffisamment qu'il a été un de ceux qui a sauvé l'honneur de la démocratie et du socialisme dans les journées décisives de 1958 alors que tant d'autres avaient capitulé devant le coup militaire d'Alger. Quarante-neuf députés socialistes ont voté contre l'inves-

L'EPIQUE « SPECIAL COUPE DU MONDE »

Le COBA (Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris), publie le n° 3 de l'*Epique* (avec la participation de *Tribune socialiste*, *Politique-hebdo*, *Rouge*, *L'Etincelle*, *Anti-rouille*, *La Gueule ouverte-combat non violent*, etc.). Au sommaire :

● A la « une » : « Mundial 78 : Videla meilleur « butteur » ; et « Pas de football entre les camps de concentration ».

● Les articles : « On a gagné », la campagne chauvine saluant la qualification de l'équipe de France ; Voyage au « paradis », la répression à travers un dépliant d'Amnesty International ; Quelle solidarité avec le peuple argentin ? ; la campagne de boycott ; critique des grandes rencontres sportives internationales, etc.

Commandes dès parution à adresser à PSU, commission sport, 9 rue Borromée, 75015 Paris. ■

titure de De Gaulle, tandis que quarante-deux, suivant Guy Mollet, ont voté pour. Denis Forestier était en contact permanent avec les premiers, engageant résolument le SNI dans la résistance contre le pouvoir personnel. Il a été un des meilleurs militants de l'Union des forces démocratiques qui ont préparé, puis soutenu la candidature du doyen Chatelet aux élections présidentielles. Plusieurs membres de sa famille ont adhéré au PSA avec son plein accord, tandis que ses responsabilités syndicales lui imposaient une certaine réserve personnelle. Je me suis lié alors d'amitié avec lui et j'ai été frappé par l'importance qu'il attachait à ses rapports avec l'UNEF alors dirigée par Danton. Quelque chose a alors bougé au sein de la gauche dont beaucoup de dirigeants étaient atteints de sclérose. Nous pouvons saluer dans Denis Forestier un des artisans du renouveau. Le PSU et le courant autogestionnaire ne doivent pas oublier ce précurseur.

Edouard DEPREUX ■

FELICITATIONS

Félicitations pour l'article page 7 du TS 777, rétablissant la vérité sur les falsifications et les règlements de compte personnels adressés à M. Pierre Mendès-France. J'ai personnellement apprécié votre objectivité et apprécié votre analyse. Merci de votre courage pour rétablir la vérité et dénoncer des réactions aussi violentes qu'injustifiées !

Sympathisant du PSU je regrette le peu d'audience du PSU et la rareté de ses militants dans la région où je vis. Je déplore aussi son absence dans ma ville au premier tour des législatives alors que le seul PSU avait obtenu plus de 5 000 voix en 73 !

J. FREMONT ■

DOSSIER SCOLAIRE

La lecture de la page 2 du n° 775 me laisse supposer — peut-être à tort —, que vous connaissez mal qui sont les psychologues scolaires, leurs positions et les luttes qu'ils mènent. Sur le problème du dossier scolaire vous trouverez ci-joint nos analyses de novembre 77 et un tract à propos de l'action que nous avons entreprise avec d'autres organisations, des personnalités, des inorganisés, etc... ; vous pourriez vous y associer, ou tout au moins en informer vos lecteurs.

Nous apprécions de constater une protestation plus élargie contre le dossier scolaire que lorsque nous avons commencé à lutter contre la loi dite en faveur des handicapés, (juin 75), dont les dangers ne sont pas moindres.

Gérard Deville Cavellin, secrétaire général adjoint du Syndicat des Psychologues de l'Éducation Nationale ■

Germinal (n° 12, février 1978), mensuel de la Commission nationale agricole du PSU, vient de paraître. Au menu, outre l'éditorial de Michel Mousel, secrétaire national, « le nucléaire et l'agriculture », les propositions de la Fédération générale de l'agriculture : « vers l'autogestion en agriculture » et enfin « le désert scolaire des campagnes ». Dans l'annonce, parue dans le n° 777, nous avions omis, n'ayant pas un numéro complet de Germinal, d'annoncer que ce n° 12 contenait également les propositions programmatiques du PSU sur l'agriculture. Germinal, CNA-PSU, 9 rue Borromée, 75015 Paris. Abonnement : 10 numéros : 15 F.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
 Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche
 Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
 ● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
 Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis
 Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
 Directeur de la publication : Geneviève Petiot
 Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
 9, rue Borromée, 75015 Paris
 Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 096
 Administration et publicité : 566-45-37
 Numéro de la commission paritaire : 50 392
 Distribué par les N.M.P.P.
 Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
 Changement d'adresse
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
 NOM..... Prénom.....
 Adresse.....
 Profession.....
 Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
 Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
 Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Réagir !

Par Michel MOUSEL



Je m'adresse d'abord à toi, militant socialiste, qui avais les larmes aux yeux, dimanche soir. Larmes de déception, larmes de rage contenue. J'aurais bien, spontanément, partagé l'une et l'autre avec toi. Mais il y aurait eu aussi la colère. De savoir que, malgré ce que tu penses peut-être au fond, tu as accepté de jouer à cache-cache avec la vérité, pensé qu'on pouvait essayer

de profiter à la fois de l'unité et de la désunion.

Camarade ce qui est triste, triste à pleurer, c'est la quête impossible des voix du centre, des hésitants, de ceux qui usent du bulletin de vote comme d'une attestation d'assurance. Ceux-là, ils ont voté. A droite. Et plus tu courais après ces vote-petits, plus tu semais en chemin ceux qui voyaient un peu plus loin que le ressort de la tirette qui claque — « A voté ! ».

Je m'adresse aussi à toi, camarade « responsable » du Parti communiste. Les yeux bien secs, tu nous livrais cette froide réflexion : grâce à l'augmentation des sièges communistes, il y aura plus de défenseurs au Parlement pour les travailleurs. Les travailleurs ! Qui, atterrés, devant leur poste de télévision, pensaient au licenciement qui les attend, à la fin du mois, à l'orientation du gamin, à l'omnibus qu'on va supprimer, au lundi qui n'allait pas chanter à l'heure de pointer.

Bien sûr, Georges Séguy est venu dire qu'il fallait négocier. Tu admettras peut-être, camarade, que les Matignon et les Grenelle sont réussis avec autre chose que les effectifs du groupe communiste à l'Assemblée nationale. Comme toi, nous attendions avec une certaine appréhension ce que dirait, ce que ferait le partenaire que tu as parfois confondu avec ton adversaire principal. Mais nous étions prêts à courir ce risque, au nom d'un autre risque : celui de voir les travailleurs se lever, sans nécessairement qu'on les commande. Ce risque que, peut-être, tu n'a pas voulu courir ?

Et je ne peux m'adresser à ceux qui, déjà, louchaient. Difficile de regarder en face le radical-strabisme.

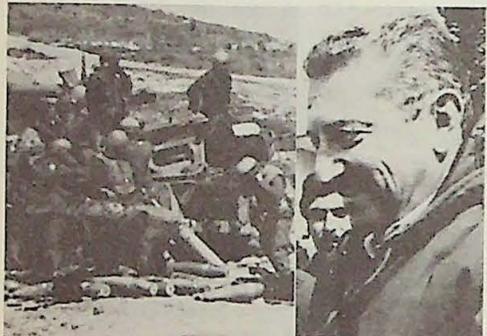
L'émotion est tout à fait estimable en politique. Beaucoup plus que l'insensibilité des monstres froids. La politique est faite aussi des joies et des peines du peuple — comme elle fait ses joies et hélas trop souvent ses peines. C'est avec lui que nous encaissons mal la défaite de dimanche. C'est aussi parce que nous avons payé du prix incalculable de la fatigue militante notre contribution à la réalisation de l'espoir.

Seulement, alors que l'heure semble avoir sonné des règlements de compte pour d'autres, nous avons, nous, à poursuivre la tâche entreprise. Ce qui fut souvent perçu seulement comme un double refus — celui de 1972 et celui de 1974 — peut maintenant paraître pour ce qu'il est réellement : une œuvre de construction. Construction de la gauche socialiste autogestionnaire, construction de l'unité par la base, construction d'un instrument efficace pour les luttes.

Nous avons dit : le Front autogestionnaire ne s'arrêtera pas aux élections. Pour tenir le pari, nous avons besoin — les autogestionnaires ont besoin — d'un PSU solide et agissant de façon cohérente pour la réalisation d'un rassemblement qui, maintenant, doit s'imposer encore plus.

Nous avons dit : l'autogestion ne sortira pas, comme ça, des urnes. Ne les emplissons donc pas de nos larmes, avec ceux qui pleurent peut-être aussi des sièges ou des portefeuilles. Nous avons autre chose à faire. De nouvelles luttes nous attendent. C'est là qu'est notre place, c'est là que nous bousculerons le mieux la politique de l'échec. ■

- **Où va la France ?**
Réagir !
par **M. Mousel** p. 5
Majorité : la divine surprise
par **F. Turquan** p. 6
Gauche :
question de méthode p. 7-8
- **Social**
Les orphelins
par **Y. Sparfel** p. 9
200 000 jeunes en quête
d'emploi p. 10
Bretagne : le jeudi noir
par **R. Lanarche** p. 11-12
- **Document**
Le tout-solaire
par **P. Charbot** p. 13-14
- **Et pourtant elle tourne**
Proche-Orient : la drôle de paix
de Menahem Begin
par **B. Ravenel** p. 15



- Italie : « Au cœur de l'Etat »
par **S. Lyllan** p. 16
- **Tribune libre**
Du Front autogestionnaire
au mouvement de tous les exploités
par le **courant « C » du PSU** ... p. 17

- **La parole à**
Hélène Parmelin : la passion
du quotidien
propos recueillis
par **J. Sanchez** p. 18-19



- **Les armes de la critique**
Une Bretagne bouffée aux mythes
par **R. Lanarche** p. 20-21
Cinéma : Violanta
par **F. Gastellier** p. 22
Télé : le coup de barre
par **Ph. Mariélie** p. 23
Chanson :
le Festival de Bourges p. 24

où va la France ?

Majorité : La divine surprise

Largement perdante il y a seulement trois semaines, la coalition conservatrice déjà au pouvoir a réussi à limiter ses pertes en voix au premier tour, puis à passer de la retraite "en bon ordre" à la victoire politique, acquise plus largement que ne le pensaient les observateurs les plus lucides.

La droite a donc eu sa divine surprise. Elle doit d'abord cet ample succès parlementaire au mode de scrutin et au découpage électoral qui lui assurent, avec une avance de moins d'1 % en voix, au 2^e tour, une majorité de 18 % en sièges. Il n'en est pas moins vrai qu'elle reste majoritaire en suffrages, à peu près dans les mêmes termes que lors des dernières élections présidentielles. Elle a bénéficié du vote de bon nombre d'abstentionnistes du 1^{er} tour. Elle a su mobiliser toutes ses troupes tout en profitant des médiocres conditions de désistement à gauche, nées du climat de division apparu en septembre.

Quelles qu'aient été leurs déclarations publiques, conventionnellement rassurantes, la coalition conservatrice dans son ensemble — il faut tout de même le rappeler ! — partait de l'hypothèse d'une victoire de la gauche. Sa seule part d'optimisme résidait dans la conviction que l'Union de la gauche victorieuse se disloquerait, cette rupture ouvrant la voie, pour Giscard, à

une solution de centre-gauche intégrant le PS séparé du PCF, pour Chirac, à une reprise en mains de la situation politique par les partis de « l'ordre social », dans la plus pure tradition gaullo-pompidolienne. L'opposition entre les deux courants de la coalition majoritaire, leur acharnement à imposer leur domination dans cette coalition découlaient de cette divergence stratégique.

Que va faire la droite de sa victoire, qui la comble d'aise tout en rendant sans objet les calculs machiavéliques de ses dirigeants ?

La France traditionnelle

Un premier élément de réponse peut être trouvé dans l'analyse de la base électorale, sociale et politique, de la coalition majoritaire. Celle-ci n'avait aucun programme, n'offrait aucune perspective ; elle n'en est que plus dépendante de son assise sociale.

Il faut d'abord noter un élément

décisif : on n'observe aucun changement significatif dans l'électorat de la majorité. Celle-ci représente toujours, pour l'essentiel, la France traditionnelle, rurale ou urbaine moyenne. Elle garde ses bastions de l'Ouest, de l'Est et du Centre. Elle progresse dans le midi méditerranéen, sur une base qui n'a rien de progressiste ou de réformatrice, bien au contraire. Elle s'appuie toujours sur les notables et les phénomènes de clientèle : on a déjà fait observer le rôle décisif des implantations parlementaires anciennes dans ces élections. Le personnel de la majorité change peu ; les parachutés non conformes aux normes de la notabilité, ont été battus, comme Stoléro et Mme Saunier-Séité par exemple.

C'est à partir de ces observations qu'il convient d'examiner la nature des composantes de la majorité et leurs rapports. L'UDF n'est pas une fédération des centres : cette coalition est diminuée par la vieille droite parlementaire libérale, le PR, à laquelle se sont agglomérés les débris d'un centrisme qui n'existe plus en tant que courant politique autonome. Si l'on peut définir l'UDF comme centriste, c'est en termes non pas de base sociale, ni de personnel dirigeant, mais de projet politique, qui vise à l'intégration des éléments modérés de la gauche non communiste dans la coalition gouvernementale.

Giscard : la marge de manœuvre

Il reste que ce projet n'a pas encore de base politique. Giscard d'Estaing peut bien sûr infléchir la politique économique du gouvernement dans la relance, rechercher la négociation avec les syndicats, pratiquer un saupoudrage social favorable aux couches les plus défavorisées de la population. Mais sa marge de manœuvre reste étroite, face au patronat le plus combatif, à ses propres partisans et à ses alliés du RPR, alors que la large majorité acquise à l'Assemblée par la coalition des droites ne rend pas impératif son élargissement à gauche.

Le courant gaulliste, depuis 1958, a représenté deux options du combat contre le mouvement ouvrier : celle de la récupération populiste et nationaliste lui permettant de détacher de la gauche une partie des couches populaires, comme en 1958-62, et celle du choc frontal, dans laquelle le gaullisme représentait le dernier rempart de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, comme en 1968. Son rôle depuis cette dernière date lui a fait perdre une bonne part de son assise populaire. L'usure du pouvoir, les scandales l'ont affaibli, alors que l'utilité de sa politique autoritaire, ultra-centralisatrice et étatiste n'était plus aussi évidente pour



l'ensemble du patronat que dans les années soixante. Son érosion a fait perdre à l'UDR-RPR sa place de parti dominant. Le RPR n'en garde pas moins la majorité à droite, et donc sa capacité de blocage, accrue même par l'absence d'échéances électorales prochaines et la suspension de la crise politique larvée mais permanente qui existait depuis la mort de Pompidou. Son arme décisive, aujourd'hui, est sa relative homogénéité politique, face au regroupement de l'UDF, fragile et hétéroclite. Reste à savoir si cette homogénéité, forgée difficilement par Chirac après l'effondrement de 1974, si la volonté de reconquérir le contrôle de l'Etat, seront plus fortes que l'attrait des places à prendre à court terme. C'est sur ce terrain que la bataille interne à la droite, suspendue depuis peu par l'union sacrée contre la gauche, va se jouer dans les mois qui viennent. Dans cette bataille, l'attitude qu'adoptera le patronat sera décisive. Et cette attitude sera largement conditionnée par la stratégie syndicale et les luttes sociales...

François TURQUAN ■



Gauche : Question de méthode

Dès le soir du second tour, le petit jeu des "responsabilités" allait bon train au sein de "l'Union de la gauche". Ces invectives stériles semblaient pourtant bien loin d'un électorat populaire profondément déçu par le résultat des élections.

Le petit jeu des « responsabilités » a commencé à gauche, au soir même du second tour. Il a été lancé, comme c'était prévisible, par Robert Fabre, enterrant en une seule phrase le Programme commun et tirant un trait sur la stratégie adoptée par le M.R.G. en 1972. La réaction est à la mesure de la déception, venant d'un homme qui pensait pouvoir jouer les arbitres en cas de courte victoire de l'une ou l'autre coalition, et qui se retrouve, dans une opposition nettement battue, à la tête de 2,5 % des députés de la nouvelle Assemblée... Elle a le mérite de poser les problèmes. La réponse de Michel Crépeau à Fabre et la démission de ce dernier ont permis de constater le décès du vieux courant radical, dont les derniers éléments ont été soit récupérés par le P.S., soit réduits à l'état de force d'appoint des gros bataillons de la droite. Le véritable débat se situe clairement, aujourd'hui, à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Le bureau du P.S. a commencé son offensive contre le P.C.F., en faisant de ce dernier le seul responsable de

la division de la gauche commencée en septembre 1977. Le bureau politique du P.C.F. a fait lourdement état de ses bons et loyaux services en faveur de l'Union, en omettant de faire allusion à la parenthèse de six mois mise à son « inlassable » bonne volonté unitaire.

L'attitude des uns ou des autres a eu des conséquences plus ou moins directes ou indirectes sur l'issue du combat électoral. On peut même évoquer l'extrême gauche, expliquant à longueur d'année qu'une expérience gouvernementale de gauche aboutirait inévitablement à l'échec, par la trahison des chefs, entretenant sciemment la méfiance envers la gauche réformatrice, et se précipitant dans les meetings unitaires pour appeler au vote massif à gauche, en faveur des « traîtres » d'hier et de demain. Mais la défaite de la gauche est une défaite collective, elle sanctionne l'échec d'une conception commune de la lutte.

● L'Union de la gauche a réduit l'unité des travailleurs au seul terrain électoral. Le P.C.F. comme le P.S. ont refusé tout rassemblement unitaire à la base, y compris au cours des cam-

pagnes électorales, toute organisation commune de la mobilisation des travailleurs dont le rassemblement populaire de 1935 offrait un modèle. Leur conception étroitement parlementaire de la lutte et de la division du travail entre partis et syndicats, leur méfiance vis-à-vis d'un mouvement social « incontrôlable », séquelle de 1968, les a conduit à refuser l'unité d'action des organisations politiques et syndicales ouvrières contre la politique d'austérité. Ainsi, l'élan unitaire né en 1972 n'a pu s'exprimer que d'une façon passive, dans l'attente des échéances électorales et non sous la forme active d'un mouvement de masses émergeant des usines et des quartiers, réduisant la pression patronale sur les salaires et l'emploi et préparant sur le terrain social la bataille politique. Ainsi les travailleurs ont abordé les élections dans un rapport de forces défavorable sur le plan social et économique.

● L'absence d'un mouvement unitaire de masse n'a pas seulement aggravé les conditions rendues déjà difficiles par la crise du combat revendicatif. Il a rendu possible le libre jeu des concurrences et des querelles partisans auxquelles s'est résumé depuis les municipales l'activité des partis signataires du Programme commun. Il n'a pu freiner le processus de désagrégation de l'Union de la gauche entamé en septembre dernier.

● L'actualisation du Programme commun a été la cause et l'enjeu apparents de la polémique entre le P.C.F. et le P.S. Enjeu apparent, car la véritable origine de la discorde concernait le rapport des forces entre forces de gauche et le problème du contrôle de l'Etat après une victoire considérée par tous comme certaine.

A PRES la rupture des discussions, fin septembre, le P.C.F. a parlé de « virage à droite » du P.S. Si virage à droite il y avait, il se situait antérieurement au débat sur l'actualisation, à l'époque du colloque de Seillac ou du forum P.S.-patronat organisé par *L'Expansion*. Bien entendu, le P.S. cherchait à cantonner le Programme commun dans ses limites initiales — profondes, bien que niées par le P.C.F. qui a cherché à lui donner, dans les derniers mois de 1977, un contenu parfaitement mythique de rupture anticapitaliste — et même, au-delà, à en modérer certains aspects, les plus inacceptables pour le patronat. Cet affadissement du Programme, accommodé à la sauce social-démocrate ne datait d'ailleurs pas de 1977; il s'était clairement exprimé dans la campagne de Mitterrand en 1974. Du reste, après la rupture avec le P.C.F., le P.S. se hâtait de témoigner du respect dû au sacro-saint Programme commun...

En fait, le problème pour le P.C.F. ne résidait pas dans la révélation subite des tendances social-démocrates du P.S. et de son penchant pour le compromis avec une partie du patronat. Georges Marchais avait dénoncé ces tendances au lendemain même de la signature du Programme commun, dans un rapport au Comité central dont on a eu connaissance que bien tardivement. Quant à la neutralisation d'une partie du patronat, n'était-elle pas explicitement exposée dans les documents des XXI^e et XXII^e congrès, définissant la stratégie d'Union du Peuple de France dont seule la fraction monopoliste du capital se trouvait exclue? La question posée au P.C.F. était celle de l'hégémonie prévisible du P.S. au sein de la gauche victorieuse et des conséquences de cette situation sur le contrôle de l'appareil d'Etat. En 1977, le P.C.F. n'avait plus seulement à ses côtés, comme en 1974, une « machine électorale » socialiste dont il pouvait contrebalancer le poids par la force de son appareil et de son réseau militant, par son implantation syndicale et communale. L'influence du P.S. dans la C.F.D.T., s'ajoutant à ses vieilles relations avec F.O., et surtout son implantation croissante dans les cercles dirigeants de l'administration, renversaient le rapport des forces extra-parlementaires au détriment du P.C.F. et de ses possibilités d'investir, après la victoire, l'appareil d'Etat.

Cette constatation a amené la direction communiste à opérer un revirement tactique dont le second tour des législatives a prouvé les plus importantes — sinon les dernières — conséquences, non seulement pour le P.S., mais pour le P.C.F. lui-même et pour toute la gauche. Ce revirement a créé un climat de démobilisation, de tension et de suspicion réciproque dont la droite a bénéficié à un double titre. La coalition sortante a pu faire passer pour secondaire ses divisions internes



par rapport aux déchirements de la gauche; elle a pu camoufler la faillite de sa politique et son absence de programme derrière l'image d'une gauche désunie capable de gagner les élections mais non pas de gouverner en commun. L'attitude du P.C.F. a ressuscité les vieux démons de l'anticommunisme, non seulement dans l'électorat récemment acquis au P.S., mais même dans des secteurs militants, syndicalistes notamment, qui en sont venus à douter de l'évolution « démocratique » du P.C.F. en raison du caractère stalinien des méthodes polémiques employées contre les socialistes: d'où les médiocres reports de voix au 2^e tour.

L'ACCORD du 13 mars n'a pu surmonter l'effet répulsif de l'attitude du P.C.F.; mais il n'a pas non plus réduit l'effet de la méfiance engendrée chez de nombreux électeurs communistes par la critique, souvent juste sur le fond, de projet politique du P.S.

Car, il ne s'agit pas de « blanchir » le P.S. en noircissant le P.C.F., comme ne va pas manquer de le faire la droite socialiste « tirant les leçons » de six ans d'application d'une stratégie unitaire qui pour elle n'était qu'un moyen d'arriver au pouvoir. Le problème n'est pas moral, mais politique. Il n'est pas de se demander gravement si la social-démocratie est social-démocrate, ni pour quoi le réformisme est réformiste. Le Parti socialiste est un parti social-démocrate. Il a une stratégie réformiste, une longue tradition de compromis avec la bourgeoisie et il peut re-

tomber dans cette impasse. Mais il existe parce qu'il exprime un courant, dans la classe ouvrière, qui refuse la perspective d'un affrontement décisif avec la bourgeoisie, en dehors des périodes de crise sociale généralisée, où les clivages idéologiques sont dispersés dans la lutte commune vers des objectifs fondamentaux.

Le problème était donc, et reste aujourd'hui, de savoir comment infléchir l'orientation de cette fraction de la classe ouvrière, à travers notamment les rapports avec les organisations qui l'expriment. La méthode du P.C.F. n'était pas la bonne. Comme aurait dit M. de la Palisse, elle était mauvaise, puisqu'elle a échoué, et qu'au-delà elle a contribué à la défaite politique globale des travailleurs, sur qui le bon vouloir du patronat et de la droite va pouvoir s'exercer librement.

On ne corrige pas une mauvaise stratégie avec une mauvaise tactique. Six mois de raidissement sectaire et d'intransigeance doctrinale ne pouvaient pas contrebalancer six ans de pratiques opportunistes. On ne passe pas impunément d'une stratégie d'union électorale, de compromis programmatique, d'accord au sommet sans mobilisation à la base, d'alliance avec la petite et la moyenne bourgeoisie, à une politique de mise au pied du mur, de dénonciation publique, de classe contre classe.

U N redressement d'orientation est d'autant plus nécessaire que les tâches à remplir sont nombreuses et s'annoncent difficiles. Les impératifs de l'action ne doivent pas faire l'impasse sur l'analyse. Bien au contraire, elles doivent s'en nourrir pour éviter que les erreurs commises hier ne se répètent demain. Le refrain bien connu des lendemains de défaite — on oublie tout et on recommence sur les mêmes bases: rendez-vous en 1981 et 1983 — n'a plus aucun sens. Les résultats du 19 mars ont démontré, paradoxalement, que le rapport des forces, dans des conditions plus défavorables qu'en 1973 et 1974 — crise économique, désunion de la gauche — s'est amélioré en faveur des travailleurs, de la classe ouvrière proprement dite, la fraction hésitante des couches moyennes étant rejetées vers la droite par le fait même que la victoire de la gauche n'apparaissait plus comme assurée, inévitable. Le résultat des élections montre que le succès des combats revendicatifs ne dépend plus d'une victoire électorale et qu'à l'inverse c'est à partir des luttes sociales que la bataille politique pourra être gagnée à terme. L'esprit d'« ouverture » du patronat est significatif; si la bourgeoisie a gagné les élections, elle est en ce moment même vulnérable sur le terrain de la lutte économique. Elle sent confusément qu'il lui faudra payer sur le plan social cette victoire politique inespérée.

François TURQUAN ■

Réactions syndicales

Les orphelins

Après le scrutin du 19 mars et la victoire de la coalition conservatrice, les centrales syndicales devront surmonter les déceptions qui se manifestent dans leurs rangs.

Ils avaient montré le chemin de l'unité, d'une certaine unité : celle de l'action de tous les jours contre le patronat et le gouvernement. Les militants syndicaux ont, dimanche soir, reçu un nouveau coup sur la tête. Consternation dans les directions... et probablement une certaine désespérance à la base, après plusieurs années de résistance au chômage et à l'austérité.

Il vient à l'esprit cette remarque d'un dirigeant de la C.G.T. faite il y a quatre mois : « *Qu'est-ce qu'une défaite électorale dans l'histoire d'un peuple ?* ». Question aujourd'hui d'actualité. L'histoire du mouvement social, d'un nouveau mouvement social démarré peu après 68, ancrée dans des luttes comme celle du Joint français, des O.S. de Renault, de Péchiney Noguères, de Lip, d'Annonay, des P.T.T. a tourné vers 1974. La crise, l'austérité, la proximité de la victoire de la gauche ont peu à peu enfermé le syndicalisme dans des stratégies de pression, puis de maintien de la pression. La « marmite sociale » n'exploda pas, vissée par l'espoir d'une victoire de la gauche unie. Tard, trop tard vinrent les doutes sur la stratégie de la gauche... au moment de la rupture de l'union. En tant que militants du P.S.U. nous ne pouvons dans une situation semblable, nous contenter de rappeler que nous avons mis en doute et critiqué le manque de dynamique unitaire de l'Union de la gauche parmi les premiers. La gauche avait besoin d'un projet de société capable de convaincre. Elle s'est acharnée à rassurer. A ce jeu-là la droite a été plus convaincante.

Nous devons aujourd'hui penser à ceux qui dans l'Union de la gauche, ont, comme nous, tenté qu'elle soit autre chose qu'une union de sommet, qu'une belle machine prête à faire les fatidiques 51 % forçant la serrure du pouvoir, qu'elle soit l'unité populaire : les militants et adhérents des organisations ouvrières plus particulièrement, doivent, en un petit matin pluvieux du 20 mars, rentrer dans les usines le cœur et les poings serrés.

Comment lutter contre le découra-

gement dans les mois qui viennent ? Les directions syndicales, sous le coup des résultats, n'ont pas pu faire comme si les lendemains du 19 mars seraient des jours comme les autres. Il n'y aura vraisemblablement pas de mobilisation populaire. Il y a pour la classe ouvrière l'espoir de victoires partielles, d'une nouvelle course revendicative pour obliger le patronat à céder, à ouvrir des négociations. Voilà



ce qui ressort des déclarations de la C.F.D.T. et de la C.G.T. dimanche soir. Georges Séguy a été le plus explicite dans ce sens en demandant au futur gouvernement de tenir ses promesses : « *faire du social* ». La C.F.D.T., qui attend d'avoir procédé à un examen plus approfondi de l'échec de la gauche, appelle à surmonter la déception par une « *mobilisation consciente* » qui « *passé par le développement des luttes sociales contre l'exploitation et la domination, à partir de la vie quotidienne, en mettant au centre de l'action la lutte pour la qualité de la vie et du travail, contre les inégalités et pour des droits nouveaux* ».

Les luttes sociales vont en somme reprendre à un rythme, qui tiendra compte de la fatigue et de la fin d'un immense espoir. Ceux qui l'avaient le plus cet espoir, sont ceux qui avaient

lutté le plus durement. On ne peut s'empêcher de penser avec une certaine angoisse aux chômeurs, aux immigrés, aux smicards, à ceux qui occupaient leurs usines, qui voulaient tenir jusqu'en mars : Lip, Defrenne, Réo, SCPC-Cournon, etc. N'en doutons pas la droite et les patrons auront face à eux l'impudence de leur victoire et la revanche de leur peur passée. Pour tous ceux qui résistaient à l'oppression, l'avenir sera dur. Ils ont peut-être une force : celle de l'expérience de la lutte et d'un soutien populaire qui dépasse les suffrages exprimés dans le secret de l'isoloir. Ce besoin d'espérance, cet acquis, marqueront à n'en pas douter les prochaines luttes sociales : dures, dérangeantes, obstinées là où elles s'appuient sur un passé déjà riche ; sauvages quand le ras-le-bol remplacera le découragement ; classiques plus généralement. Pour cela les centrales syndicales devront continuer une tâche qui justifie leur existence : faire adhérer, convaincre petit à petit les hésitants, les fatalistes.

Nous n'aurons probablement pas de « troisième tour » social dans l'immédiat. Le cœur n'y est pas ou n'y est plus. La « marmite sociale » va probablement laisser partir la pression petit

à petit. Giscard prétendra dévisser le couvercle avec une pseudo-ouverture sociale...

Tout cela pourra paraître très désabusé ; mais la lucidité oblige à dire que nous payons les années d'attentisme. Le pouvoir et le patronat les ont utilisées. Une stratégie : celle de l'occupation du pouvoir en y mouillant le mouvement social quitte à le laisser expérimenter quelques nouveautés « autogestionnaires » a fait faillite. En appliquer une autre, partant des luttes, les développant, les coordonnant devient nécessaire.

Une fois de plus le mouvement social est l'orphelin de la politique. Il va peut-être prendre le goût de l'autonomie face à ses tuteurs de gauche. Ce sera lent, mais l'avenir lui appartient encore.

Yves SPARFEL ■

solidarité

Le projet qui a été voté par les travailleurs de LIP pour réanimer leur outil de travail est un pari extraordinaire, puisqu'il repose en partie sur la solidarité de tous.

Nous avons au cours de ces années de lutte, bénéficié de la solidarité de beaucoup.

Nous avons su l'apporter à d'autres chaque fois que cela était nécessaire.

Pour nous le mot solidarité a un sens précis, c'est aller plus loin dans notre lutte.

Si nous avons aujourd'hui besoin de toute votre confiance ; de toute votre imagination, la réussite et l'espoir créé par LIP passe avant tout par une aide financière.

Il nous faudra des sommes importantes pour engager le processus de réanimation de l'outil. Il faut nous aider à les rassembler.

Pour le permettre, nous avons créé une association « L'Association des Amis de LIP ».

L'Association organisera donc la solidarité en :

- éditant un bulletin d'information pour ses membres,
- organisant des meetings de soutien,
- proposant des objets significatifs de la lutte, ... etc.



Nous proposons à tous ceux qui veulent nous aider, de devenir membres de l'association.

Membre adhérent : 30 F

actif : 100 F

honneur : à partir de 500 F

ASSOCIATION AMIS DE LIP
C.M.D.P. BESANÇON-ST CLAUDE
N° 8003 16100045

à 25 ans. Une main-d'œuvre quasi-gratuite pour les entreprises! Dans le deuxième cas, les stages de formation durent aussi six à huit mois (au minimum trente heures par semaine) et concernent jusqu'à présent 68 652 jeunes. Payés comme les précédents, ils n'ont pas plus qu'eux de garantie d'embauche où que ce soit. De plus, ils ont constitué une source de profits non négligeables pour des officines privées de formation constituées à la va-vite et contrôlées par le patronat. Tous ces stagiaires subissent actuellement des retards de paiement considérables qui ne font qu'aggraver leur situation d'assistés.

Entamée dans certains secteurs de l'Éducation nationale, aux PTT, la lutte pour la titularisation des vacataires a montré la voie pour la défense de ceux qui sont en stages emploi-formation ou en stages pratiques. Elle devrait être un des axes essentiels de la bataille pour l'emploi qui va se déclencher bientôt. Les mesures Barre avaient en effet pour objectif de camoufler le chômage des jeunes avant le 19 mars. Tous ceux qui après un stage pratique ou un stage de formation vont se retrouver sans ressources et sans emploi, ne pourront même pas bénéficier des allocations de l'ASSEDIC. Il va falloir exiger ce droit. Pour ceux qui ont eu un contrat emploi-formation ou une embauche exonérée de charges sociales, il faudra batailler pour les transformer en embauche définitive.

D'ici peu, 200 à 300 000 jeunes seront donc en quête d'emplois définitifs. Décidés à les soutenir, la CGT et la CFDT tentent actuellement de les rassembler. Ce premier enjeu post-électoral sur le terrain social n'a pas fini de faire parler de lui.

Y. S. ■

200 000 jeunes en quête d'emploi

Les 200 000 jeunes qui ont permis au gouvernement dans la période préélectorale de se prévaloir de statistiques de chômage « dégonflées » trouveront-ils un emploi définitif ?

La vérité sur le chômage a été dite bien des fois : la manipulation des statistiques, les radiations arbitraires et surtout l'opération « *emploi des jeunes* » lancée par R. Barre, il y a neuf mois, ont contribué à masquer la gravité de la situation. Jeudi dernier, des jeunes stagiaires manifestaient dans Paris. Ils font partie des 200 000 jeunes qui sont actuellement en stages pratiques en entreprise, en stages de formation rémunérés. Ils n'avaient pas touché d'indemnités depuis trois mois. Ils ont, à la suite de cette manifestation, obtenu la promesse que les chèques seront prochainement distribués.

Au-delà de ce satisfecit, il faut cependant rappeler les mesures qui ont permis au patronat et au gouvernement de se prévaloir d'un dégonflement du contingent de jeunes chômeurs et de leurs conséquences.

La situation la plus « favorable » est celle dans laquelle se trouvent 229 949 jeunes (entre 16 et 25 ans) qui, grâce à l'exonération des charges sociales des employeurs, ont été embauchés avant le 31 décembre 1977. Considérés comme des salariés à part entière, ils risquent dès que la prise en charge

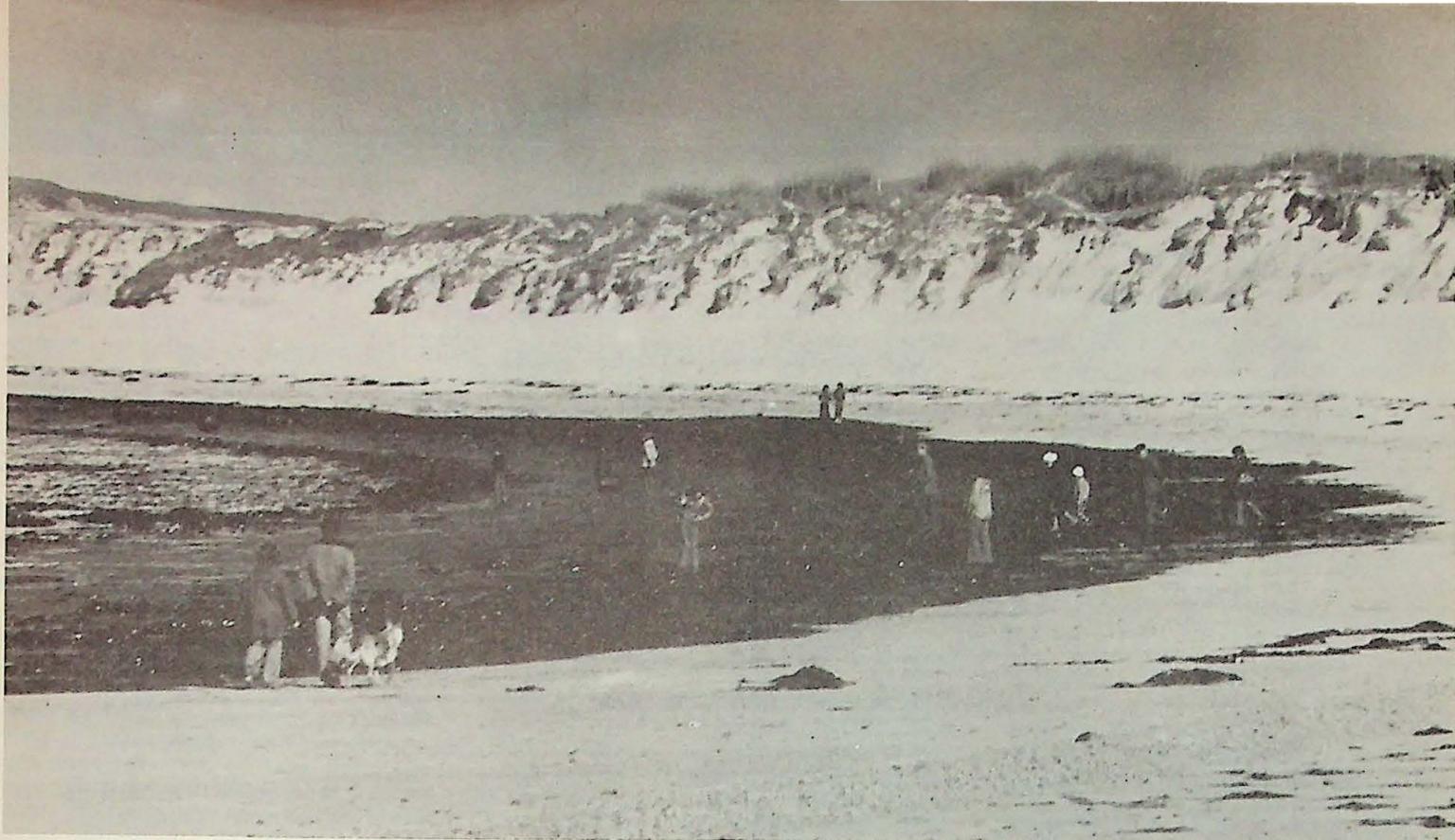
des cotisations sociales par l'État arrivera à échéance (le 30 juin 1978) de se retrouver à la porte, surtout s'ils ont un contrat à durée déterminée.

Pour les 26 354 jeunes qui ont été embauchés dans le cadre des « contrats emploi-formation » (la plupart à durée déterminée), les 120 à 1 200 heures de formation qu'ils auront reçues sur six mois ou un an risquent de ne leur servir qu'à gonfler un *curriculum vitae*. Là encore, l'État, aidant les patrons à rémunérer ces jeunes, en payant leur formation, a fait un cadeau aux entreprises. Nombreux sont ceux qui vont se retrouver sur le pavé à brève échéance.

Dans l'arsenal des mesures prévues par R. Barre ce sont incontestablement les stages pratiques en entreprises et les stages de formation rémunérés qui fabriqueront le plus de chômeurs dans les semaines à venir. Dans le premier cas, il s'agit de stages de six à huit mois comportant au minimum 200 heures de formation financées par l'entreprise. 138 691 jeunes ont ainsi été payés par l'État 450 F s'ils étaient âgés de moins de 18 ans et à 90 % du SMIC s'ils avaient de 18

BANQUES : LE CHANTAGE DES PRIVEES

Les débatteurs de gauche qui, dimanche soir, dénonçaient les formidables moyens et les mensonges de la bourgeoisie unie derrière ses candidats, ne parlaient pas au figuré. Ils auraient entre autres pu citer la publicité parue dans la presse pour le compte de l'Office de coordination de banques privées, qui disait ceci : « Si une personne sur dix change d'avis en lisant cette annonce, elle évitera aux neuf autres la mainmise de l'État sur le crédit ». Largement diffusée dans les banques, venant après trois plaquettes contre les nationalisations, ce genre de déclaration a fait partie de l'arsenal de la droite pour épouvanter les épargnants. Protestant contre cette campagne, la fédération CFDT de la banque dénonce les arguments fallacieux de cette publicité où il était dit en particulier, « qu'en cas de nationalisation les clients des banques n'auraient plus le choix pour le montant des prêts, leurs taux et les modalités de remboursements ». Or c'est connu, ce choix n'existe pas actuellement. Mais on le sait, la réalité dépasse souvent la fiction. ■



Contre la marée noire des moyens de lutte dérisoire.

Bretagne : Le jeudi noir

La "marée noire" c'est - pour l'instant -, 150.000 tonnes de pétrole déversées dans la mer, au bord des côtes bretonnes. Une fatalité ?

Non, personne n'y croit. Seule une réglementation stricte de la circulation des navires dans les eaux territoriales peut permettre d'éviter ce genre de catastrophe.

A la petite cuiller. Au seau et à la pelle, à mains nues, pourquoi pas ?... C'est à pleurer, à cogner de colère et d'impuissance. De révolte aussi. Comment faire face, comment éponger ces milliers et ces milliers de tonnes de mazout flottant à la surface de la mer, baignant déjà près de 200 km de côtes ?

Il aura suffi d'une forte tempête, comme en connaît la pointe de la Bretagne en cette saison, pour que l'*Amoco-Cadiz*, super-pétrolier de 334 m de long, 51 m de large, se brise sur un rocher comme un bois d'allumette. *L'Amoco-Cadiz* : un nom qui restera dans les mémoires bretonnes ; qui marquera notre ère industrielle après ceux du *Torrey-Canyon* (1967), de l'*Olympic-Bravery* (1976), du *Boehlen* (1977)... Il semble pourtant qu'on n'aura rien appris, rien retenu de ces catastrophes.

Parti du Golfe Persique où il avait chargé 230.000 tonnes de pétrole brut, le tanker avait pour destination Rot-

terdam : il s'est éventré à 800 m de la côte finistérienne, au large de Portsall. A 10 h 10, jeudi dernier, un craquement énorme retentit à bord : la barre vient de casser, le gouvernail ne répond plus... Depuis, inexorablement, la soupe maussade se déverse et s'étend. Au Nord, jusqu'à Plescouat et même l'île de Batz ; au Sud, jusqu'à la pointe Saint-Mathieu et le goulet de la rade de Brest. Au moins trois des huit compartiments du bateau se sont vidés : soit 100.000 à 150.000 tonnes à la mer.

Contre la marée noire, les moyens de lutte sont jusqu'à présents dérisoires. On promet le secours d'un jour à l'autre d'experts américains et hollandais ; on espère leurs pompes-miracles. En attendant, on s'active, le désespoir au cœur : les paysans sont accourus avec leur matériel. Les marins, les militaires du contingent, les pompiers, tous les volontaires, ici ou là, aspirent le long des plages, le brut mélangé d'eau dans quelques camions-citernes. Des barrages flottants ont

été mis en place, tentant de protéger les abers, ces étroits estuaires de la côte bretonne : la moindre vague en vient à bout et le mazout avance dans les goulets, imbibe le sable très fin et très blanc...

Pour l'instant, le principal effort du « Plan Polmar » consiste à trouver un chenal praticable pour permettre à un pétrolier léger de s'approcher de l'épave afin d'en pomper les soutes. Par ailleurs, une commission d'enquête franco-américaine a été constituée... Elle déposera en temps voulu ses conclusions. « *Voilà qui nous fait une belle jambe !* », pense-t-on sur place. De même que la condamnation du commandant de l'*Amoco-Cadiz* n'a consolé personne... Les opérations sérieuses ne commenceront pas avant une semaine. Mais dimanche, c'est la grande marée d'équinoxe. Il n'y a pas de clémence à attendre du ciel et de la mer. Quand enfin on disposera des grands moyens « made in USA » ou « Holland », que restera-t-il dans la coque éventrée du tanker ?

Jusqu'à présent, le gouvernement se montre particulièrement discret. Raymond Barre a fait son petit tour en hélicoptère ; il n'a pas apprécié l'accueil des populations. D'Ornano, le préposé à l'environnement, a accordé quelques subsides à la « clinique des oiseaux » de Brest. Les bénévoles qui s'étaient rassemblés, lors de l'accident du Boelhen, autour de l'ornithologue Denis Floch, sont désabusés : ils estiment ne pouvoir sauver qu'un oiseau sur mille... Ils n'en ménagent pas pour autant leurs efforts.

Les maires de toutes les communes de la région touchée se sont réunis mardi à Brest pour étudier les mesures d'urgence. La plupart d'entre eux optent pour l'emploi de détergents destinés à absorber la nappe d'hydrocarbure. Paul Treguer, qui travaille à la faculté des Sciences de Brest, qui est aussi secrétaire de la fédération bretonne du PSU, considère qu'en l'occurrence le remède est pire que le mal. Avec d'autres chercheurs, ils sont parvenus à empêcher pour l'instant que la marine nationale n'en déverse massivement, afin de sauver ce qu'il est possible de la flore et de la faune marines.

Les moyens à mettre en œuvre doivent absolument respecter une hiérarchie de priorités : « D'abord, dit Paul Treguer, il faut préserver le champ d'algues (90 % de la production française). Ensuite, la vie des crabes, des crustacés ; la production des huîtres dans les abers. Et pour cela, il faut éviter d'utiliser des détergents... En-

fin seulement on se préoccupera de la « saison touristique », donc de nettoyer le décor ». C'est en somme le renversement de l'échelle de valeurs adoptée par les notables locaux qui est ici préconisé : la sauvegarde des activités essentielles des travailleurs du pays (marins-pêcheurs, goémoniers, ostréiculteurs) passe avant celle des activités secondaires.

Des spécialistes britanniques dépêchés sur les lieux appuient cette prise de position. Ils témoignent qu'onze ans après la catastrophe du *Torrey-Canyon*, l'équilibre écologique des Cornouailles n'est pas encore rétabli : 10 000 tonnes de détergents avaient été déversées.

Pavillons de complaisance et « chasseurs de prime »

Par ailleurs, le nouveau sinistre pose d'autres questions :

● D'abord, celle des pavillons de complaisance. *L'Amoco-Cadiz* est un navire libérien, dont l'équipage est italien, appartenant à une société dont le siège se trouve aux Bermudes et les bureaux à Chicago... On sait que le Libéria, petite république d'Afrique de l'Ouest, abrite généreusement sous sa bannière une flotte de 80 millions de tonneaux (pour un total mondial de 374 millions). Ce qui permet, pour obtenir la compétitivité maximum, de défier les règles de sécurité imposées dans la plupart des pays. Les marins

CGT remarquent qu'en 1976, 75 % des accidents maritimes sont dus aux bateaux sous pavillon de complaisance. Ils exigent dans les ports français un contrôle systématique pouvant aboutir au retrait éventuel des titres de navigation.

● Ensuite, celle des « chasseurs de primes ». En effet, ce triste jeudi, un quart d'heure après l'accident fatal survenu à *l'Amoco-Cadiz*, un remorqueur allemand de Hambourg, basé à Brest, le *Pacific*, vient à sa rencontre. Mais il faudra attendre 23 h 48 pour que le pétrolier lance son premier appel de détresse. Pendant près de huit heures, la communication privée, par telex, entre les deux bâtiments n'a pas cessé : on négociait la somme énorme que demandait le remorqueur pour venir en aide au navire en perdition. Une fois le prix fixé, les essais d'arrimage échouèrent. La marine nationale ne s'est mobilisée qu'après les tractations...

● Enfin, plus que jamais se pose la question d'une réglementation stricte de la circulation dans les eaux territoriales, notamment pour les bateaux « à risques ». La solution pourrait être comparable au régime de la navigation aérienne : les navires feraient connaître leur « plan de route » comme les avions leur « plan de vol ». Tant qu'ils croiseraient dans les eaux territoriales, ils seraient sous contrôle par radar de l'Etat côtier ; tout écart serait immédiatement signalé avec ordre de reprendre l'itinéraire annoncé.

En cas d'accident, la marine nationale viendrait obligatoirement assister le bâtiment en difficulté, sans attendre l'issue de négociations entre l'armateur, le capitaine et les sociétés privées de remorquage...

Vers une manifestation régionale...

La catastrophe de *l'Amoco-Cadiz* a eu lieu trois jours avant le second tour des législatives. A Brest, la gauche du Programme commun a voulu s'emparer de l'affaire, écartant d'abord les Amis de la Terre et le Front autogestionnaire breton. Samedi dernier pourtant, une première réunion s'est tenue avec toutes les organisations et partis (sauf les syndicats). Le PSU a pu s'y exprimer et notamment critiquer les conceptions « productivistes » de la gauche traditionnelle. Il faut savoir en effet que le PC, le PS, comme l'Union démocratique bretonne sont favorables à la construction à Brest d'une troisième forme de radoub pour pétrolier géant...

La semaine prochaine, une manifestation régionale rassemblera toutes les formations de gauche sans exclusive. En outre, PSU et écologistes organisent un meeting d'information sur « la marée noire » et de mobilisation contre ses causes et ses conséquences.

René LANARCHE ■

Un oiseau sur mille seulement sera sauvé.



Le tout-solaire

Evaluer ce que pourrait être pour la France un avenir énergétique fondé à long terme, sur l'énergie solaire et ne faisant pas appel à l'énergie nucléaire, c'est le but que se sont fixé des chercheurs réunis au sein du "groupe de Bellevue." De cette recherche est né un premier document: "le projet Alter"*

Si au point de départ de leur démarche se situe la remise en cause de l'électronucléaire, compte tenu des difficultés techniques, politiques et sociales rencontrées, ces chercheurs expriment également la nécessité de détruire la psychose entretenue par les pouvoirs publics selon laquelle un arrêt du développement nucléaire provoquerait inévitablement à terme une pénurie dramatique touchant en premier lieu les classes sociales les plus défavorisées. Cette approche marque la nécessité d'une part de rompre totalement avec le passé capitaliste et son objectif de croissance industrielle, au sein duquel l'importance prise par les projets liés à l'industrie nucléaire relève d'une logique implacable, d'autre part de stabiliser impérativement la population et limiter la croissance de la production. Ainsi, cette étude ne présente pas une prévision qui serait obtenue par extrapolation du passé mais, au contraire, elle repose sur une anticipation envisageant un régime stable d'auto-subsistance exclusivement basé sur la captation locale de l'énergie solaire. Le but recherché par les auteurs est d'éclairer « *le champ des possibles du point de vue physique en préjugant le moins possible des caractéristiques socio-politiques de l'avenir. Toutefois, il est clair que le régime énergétique envisagé à long terme s'inscrit davantage dans la perspective d'une société « déconcentrée » et valorisant l'auto-subsistance que dans celle d'une hyperspécialisation* ».

De ce fait, bien plus que les chiffres avancés par les auteurs, l'intérêt de cette étude provient de la mise en place sur le plan théorique d'un modèle définissant un équilibre à très long terme basé sur des techniques et des besoins modestes, économisant les ressources non renouvelables, limitant les perturbations causées à la biosphère pour l'homme.

Il n'est certes pas possible de présenter ici les détails de l'étude. Nous nous bornerons à tracer les grandes hypothèses retenues et les évalua-

tions auxquelles le modèle aboutit. Il est nécessaire pour le lecteur de recourir au document du « Groupe de Bellevue » afin de suivre pas à pas l'ensemble des démonstrations très précises qui y sont contenues dans le cadre de l'élaboration du modèle.

Ce régime d'auto-subsistance énergétique à long terme pour la France basé sur l'énergie solaire repose sur des hypothèses concernant d'une part les technologies considérées comme alors disponibles pour la conversion à l'énergie, d'autre part les besoins à satisfaire.

Evaluation des besoins énergétiques de la France

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Une population avoisinant 60 millions d'habitants nécessitant 20 millions de logements. Niveau de vie confortable pour tous reposant sur des logements de 100 m², une consommation moyenne de produits courants par habitant égale à 1,3 fois la consommation de 1975. Un niveau moyen d'équipement (avec du matériel durant 1,5 fois plus longtemps qu'actuellement) par habitant égal à 1,5 fois le niveau de 1975.

- Une activité industrielle stationnaire et minimale pour satisfaire aux besoins de la population et permettre l'équilibre d'échanges extérieurs restreints.

L'évaluation des besoins énergétiques relatifs à ces hypothèses résulte de l'analyse systématique des besoins des différents secteurs et s'élève à 141,5 MTEP — millions de tonnes d'équivalent pétrole — (146,5 MTEP en 1975). Il est intéressant de remarquer la répartition entre les différents secteurs : résidentiel et tertiaire : 61,5 MTEP soit 43,5 % de l'ensemble des besoins (36,8 % en 1975), transports de personnes (14 MTEP) et de marchandises (6,5 MTEP) : 20,5 MTEP soit 14,5 % (21,4 % en 1975), agriculture : 6,1 MTEP soit 4,3 % (4 %

en 1975), sidérurgie : 9,5 MTEP soit 6,7 % (8,5 % en 1975) et industrie : 43,9 MTEP soit 31 % (29,3 % en 1975).

Techniques d'approvisionnement énergétique pour la France

Afin de déterminer le système d'approvisionnement énergétique du modèle envisagé, cette étude dresse en premier lieu l'inventaire des diverses filières de conversion de l'énergie solaire susceptibles d'être techniquement disponibles à long terme. Pour ce faire, ne sont retenus que les procédés dont la faisabilité technique est pratiquement acquise dès à présent. L'approvisionnement énergétique du pays est assuré par :

- la chaleur et les combustibles tirés des déchets ;
- l'apport de la sylviculture et de l'agriculture en combustibles et carburants ;
- l'apport en électricité des centrales hydrauliques et éoliennes ;
- l'apport en chaleur, électricité et hydrogène des diverses installations de conversion de l'énergie solaire.

Ces techniques sont ventilées en filières (18 recensées), chacune répondant à des besoins énergétiques spécifiques à satisfaire :

- *chauffage des locaux et de l'eau chaude* : quatre filières reposant sur l'utilisation directe des apports solaires. Le chauffage urbain est alimenté par des centrales solaires avec stockage géothermique (réchauffement des nappes aquifères captives à des profondeurs de quelques centaines de mètres) suppléant à long terme à la géothermie proprement dite compte tenu que cette dernière, par le fait qu'elle n'est pas renouvelable, ne doit intervenir qu'à moyen terme. Dans le cas de locaux isolés, il est indispensable de disposer d'un chauffage d'appoint (pompe à chaleur ou chaudière à granulats) (1).
- *production de la chaleur industrielle* : quatre filières dont trois par chauffage solaire direct et une par diverses combustions de combustibles solides ou gazeux tirés de la bio-masse ou par brûlage d'hydrogène électrolytique.
- *Production de combustibles et de carburants à partir de la bio-masse* : récupération de déchets, plantations et cultures énergétiques. Les combustibles fossiles (classiques) sont exclus.
- *production d'électricité* : quatre filières de captation directe (thermodynamique ou photovoltaïque) en plus des filières hydraulique, marémotrice et éolienne.

Les filières présentées dans le document sont reconnues techniquement au point où le seront définitivement à l'heure de la mise en place du modèle envisagé. Sur ce point, il convient de remarquer que la pho-

tolysé directe de l'eau, dont aucune démonstration de faisabilité n'a encore été effectuée, n'est pas retenue. Il s'en suit que l'hydrogène est produit électrolytiquement. De même, les satellites solaires ne sont pas retenus à cause de leur gigantisme.

Système d'approvisionnement énergétique pour la France

Un système d'approvisionnement énergétique pour la France est alors présenté par les chercheurs. Il permet d'assumer entièrement les besoins signalés plus haut en utilisant les techniques évoquées. Il en ressort que :

- le chauffage solaire fournit 80 %, soit 34 MTEP, des besoins du chauffage résidentiel et tertiaire et 40 %, soit 11,5 MTEP, des besoins de chaleur industrielle. Il réclame 250 000 hectares d'installations disséminées ;

- la production d'électricité (54,2 MTEP contre 40 en 1975) résulte d'une part de l'exploitation à un niveau maximum non intensif des potentiels hydrauliques (20 MTEP contre 13,4 en 1975), marémoteur (7,5 MTEP), éolien (6,7 MTEP), d'autre part de centrales solaires (13 MTEP) qui produisent aussi par électrolyse la majeure partie de l'hydrogène utilisé (14 MTEP) et occupent 450 000 hectares.

- la production des combustibles solides (22,1 MTEP) fournit un complément de chauffage domestique (4,5 MTEP) et surtout industriel (10,6 MTEP).

- les carburants liquides fournissent 14,9 MTEP. Ils réclament l'ex-

ploitation en régime permanent de 5 millions d'hectares de forêt (sur 15 en 1975) et de 2,5 millions d'hectares de terres agricoles (sur 35 en 1975). La bio-masse est transformée en combustibles ou carburant dans des unités de taille moyenne situées sur les lieux de production forestier ou agricole.

Les superficies requises à l'exploitation du « gisement solaire » sont importantes. Toutefois, sur les 700 000 hectares d'installations de captation, moins de 200 000 sont industrialisés (sur 5 millions d'hectares de surfaces non agricoles en 1975). Le reste demeure accessible à l'élevage et à certaines cultures. ■

Ainsi, le potentiel solaire obtenu pour le territoire peut assurer les besoins « post-industriels ». Toutefois, les chercheurs constatent que le résultat est atteint à la limite des possibilités du système. En effet, une augmentation substantielle des superficies consacrées à l'approvisionnement énergétique est difficilement compatible avec les impératifs écologiques auxquels il est naturel de se soumettre dans le cadre du nouvel équilibre défini.

Le modèle ainsi présenté est, volontairement limité au cadre du territoire français ; néanmoins, puisqu'il repose sur une perspective d'auto-subsistance énergétique basée sur la captation locale de l'énergie solaire, ce modèle théorique s'adapte totalement à l'ensemble de la planète.

Ils convient de remarquer que « la plupart des procédés n'ont pas encore donné lieu à des réalisations in-

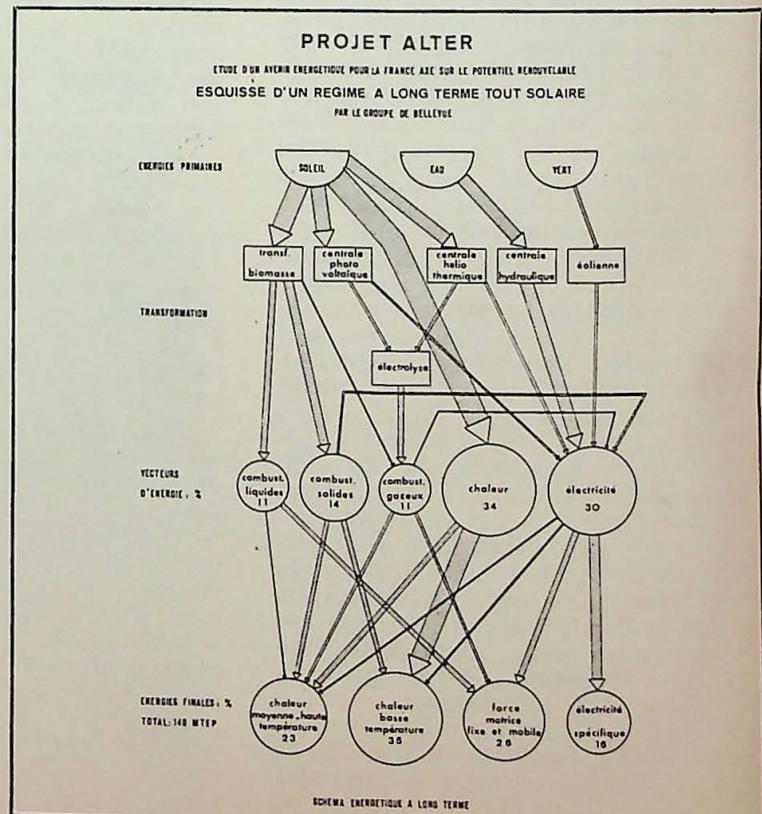
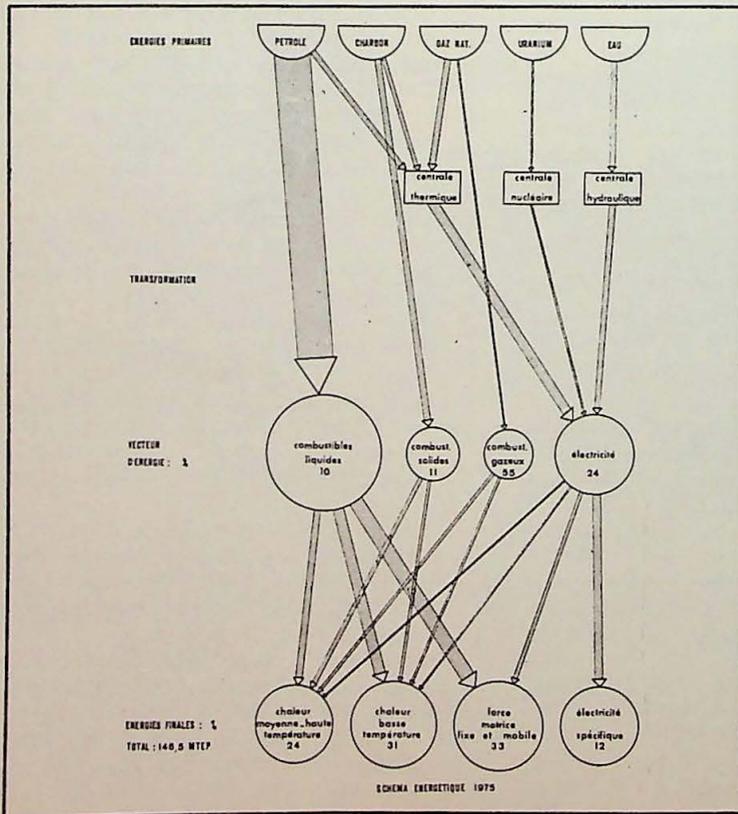
dustrielles à grande échelle car ils ne seraient vraisemblablement pas compétitifs, financièrement parlant, par rapport aux modes d'approvisionnements énergétiques actuellement dominants. Il s'agit là d'un grave handicap pour la mise en œuvre à court terme de ces procédés, mais non pour la perspective à long terme envisagée ».

Le « Groupe de Bellevue » présente dans ce même document une ébauche de scénario de transition ; toutefois, celui-ci sera présenté d'une façon quantitative précise dans une publication ultérieure. Cette nouvelle étude, au contraire de celle-ci, qui se veut avant tout plus technique qu'économique, entrera dans le détail des facteurs économiques et précisera donc les possibilités de maintenir les équilibres macro-économiques tout en stabilisant l'activité industrielle et les investissements nécessaires à la mise en place du système énergétique auto-subsistant.

L'ensemble de ces travaux entre dans la logique des préoccupations autogestionnaires. Il apporte une nouvelle contribution à la remise en cause et au remplacement de l'actuel mode de développement en fournissant l'exemple concret d'un modèle possédant un caractère bouclé : les besoins dépendent d'un système d'approvisionnement énergétique dépendant lui-même des besoins.

Pascal CHARBOT ■

* Projet Alter, étude d'un avenir énergétique pour la France axé sur le potentiel renouvelable. Esquisse d'un régime à long terme tout solaire, par le Groupe de Bellevue. Commandes à adresser à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, 8 F. (1) Combustible solide en forme de grains, de la taille d'un grain de maïs, manipulable comme un fluide.



Proche-Orient : La drôle de paix de Menahem Begin

Au moment où le Président Carter accueille le Premier ministre Menahem Begin, le cessez-le-feu demeure précaire au Sud-Liban. Les Palestiniens, quant à eux, n'entendent pas cesser leurs opérations de harcèlement. C'est qu'ils n'ignorent rien du projet israélien.

Venus en deux grandes vagues — en 1948, après l'instauration de l'Etat sioniste, en 1970, après le Septembre noir jordanien —, gardant pour la plupart un statut de réfugiés, vivant dans des camps, les 350 000 Palestiniens déracinés qui sont au Liban constituent aujourd'hui la masse palestinienne la plus nombreuse et la plus influente du monde arabe. La résistance palestinienne y a installé, après 1970, son appareil para-étatique tant sur le plan militaire que sur les plans diplomatique, financier, etc. ; elle y constitue une sorte « d'Etat sans pays ».

Il était donc évident que le territoire libanais ne pouvait échapper à la politique de liquidation de la résistance palestinienne menée par Begin.

Le moindre prétexte — et s'il le faut on le provoque —, était bon pour mettre en œuvre cette politique, préparée de longue date et qu'en Occident on appelle la « recherche de la paix » et qui sur le terrain vise à anéantir dans le même mouvement l'identité politique du peuple palestinien et son existence physique elle-même.

Après le voyage de Sadate

C'est dans ce contexte qu'il convient sans doute de faire un très rapide — et provisoire — bilan de la désormais célèbre « rencontre de la paix » Begin-Sadate.

De ce dialogue, Begin a réussi à arracher à la partie égyptienne un certain nombre de points qui sont autant de remises en cause des acquis diplomatiques et militaires les plus décisifs de la résistance palestinienne.

D'abord, et c'est un point capital, il n'est plus démenti par l'Egypte que la guerre de 67 fut, pour Israël, une guerre défensive ! En d'autres termes la souveraineté israélienne sur les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza n'est plus pour l'Egypte complètement illégitime. C'est ce qui est d'ailleurs explicité dans le trop méconnu « plan Begin », tel qu'il a été exposé par le Premier ministre israélien lui-même le 28 janvier 1978 à la Knesset.

Le paragraphe 24 de ce plan indique en effet qu'« Israël maintient son droit et ses revendications de souveraineté sur la Judée, la Samarie et la bande de Gaza. Mais étant donné que d'autres revendications existent en ce domaine, il propose que la question de la souveraineté reste ouverte, dans l'intérêt de la paix ».

Ce plan ne fut rejeté d'emblée ni par les Etats-Unis ni par l'Egypte, cependant que continuent à se développer les colonies juives dans les territoires occupés...

D'autre part, pour l'Egypte de Sadate, l'OLP n'est plus représentative « de l'ensemble du peuple palestinien ». Désormais d'autres forces à chercher du côté des notables, en Cisjordanie, ou même Hussein, sont des interlocuteurs aussi valables pour négocier l'avenir du peuple palestinien. C'est la remise en cause des décisions de la Conférence de Rabat de 1974 qui avait consacré, pour l'ensemble des pays arabes, l'OLP comme unique représentant légitime des Palestiniens.

Enfin la création d'un Etat palestinien indépendant n'est désormais plus une perspective incluse dans l'accord de paix à négocier. Bien au contraire, l'assujettissement politico-militaire des Palestiniens reste la préoccupation majeure d'Israël et de l'Egypte.

Ainsi, avec Sadate, la bourgeoisie arabe tente de résoudre le conflit israélo-arabe en bradant les acquits et les revendications essentielles de la résistance palestinienne. Ce travail de liquidation politico-militaire de la résistance palestinienne commencé en Jordanie en 70, avait connu une autre phase en 76 avec l'intervention de la Syrie au Liban. Il nécessitait pour être parachevé un contexte politique favorable.

La situation au Sud-Liban

Le sud Liban, du fait de la présence palestinienne, est ainsi devenu l'objectif central pour Israël fortement soutenu par les régimes arabes modérés et même par la Syrie. Or l'intervention

syrienne au Liban en 76 s'est traduite par un renforcement des forces de droite dans ce pays — regroupés dans le Front libanais. Celui-ci, en liaison de plus en plus étroite avec Israël, a organisé l'escalade anti-palestinienne en particulier il remettait en cause l'accord de Chtaura (signé en juillet 77) qui prévoyait le retrait des forces armées de leurs positions dans le sud Liban et leur remplacement par les forces libanaises obéissant au président Sarkis.

En réalité la droite libanaise voulait remettre en question non seulement la présence militaire de la résistance palestinienne au sud Liban mais dans l'ensemble du Liban ; elle en vint à remettre en cause la présence physique des Palestiniens en réclamant leur dissémination dans les pays de la Ligue arabe.

Une ceinture de sécurité

Face à cette situation à laquelle s'ajoutait la politique de « frontières ouvertes » menée par Israël vis-à-vis des forces maronites réactionnaires dans la perspective de constitution possible d'un nouvel Etat confessionnel, la résistance palestinienne et les forces nationales libanaises refusaient de quitter le sud Liban. Elles voulaient auparavant avoir la certitude que les régions qu'elles auraient à évacuer le qu'elles seraient effectivement remplacées aussi par leurs adversaires et



Opération israélienne au Sud Liban :
« La recherche d'une ceinture de sécurité. »

cées par l'armée officielle libanaise. Plus globalement, la remise en cause de la présence palestinienne au sud Liban — comme dans toutes les régions frontalières des territoires occupés —, visait à priver la résistance de toute possibilité concrète de lutte armée.

Dans le même temps Israël réclamait à Damas, via Washington, le retrait des forces syriennes jusqu'au nord du fleuve Litani : la Syrie obtempérait.

L'effondrement du front égyptien la poussait dans ce sens. On voit alors l'état se refermer : la Syrie ayant démontré sa volonté d'abandonner les Palestiniens du sud Liban, il ne restait plus à Israël que le choix du moment de son intervention. Celle-ci en effet ne constitue pas de simples représailles à l'opération menée par le commando du Fath sur l'autoroute Haïfa-Tel Aviv — et dont on peut aujourd'hui se demander s'il n'a pas été, au moins en partie, manipulé par ceux à qui il allait profiter. Il s'agit en réalité pour Israël d'une expédition militaire ayant comme objectif la création d'une « ceinture de sécurité » au sud Liban en exterminant les Palestiniens et en aidant à la constitution d'une sorte de « territoire tampon » chrétien-maronite soutenu par une armée libanaise normalisée à droite.

On voit comment Begin a mené sa politique de force, imposant sa volonté non seulement à ses anciens adversaires mais même à ses alliés. Il a imperturbablement continué à mener sa politique expansionniste « classique », en justifiant l'expansion par la nécessité d'assurer la sécurité des frontières. Les frontières, pour être défendues, doivent être étendues ; et plus elles sont étendues, plus elles doivent être défendues. Cette logique dont le

sionisme ne semble pas vouloir sortir, risque d'être contradictoire non seulement avec une perspective de négociation avec les Palestiniens — mais qui en parle encore ? — mais même avec les autres pays arabes.

Or, après l'abandon par les Etats-

Weissmann (à droite), ministre israélien de la Défense : « Un possible successeur de Begin ? »



Unis de la perspective d'un règlement global dans le cadre de la conférence de Genève, il n'en reste pas moins qu'ils restent soucieux d'éviter une explosion incontrôlable dans la région que pourrait entraîner la poursuite du « terrorisme d'Etat » menée par Begin. La nécessité de tenir compte de l'Arabie Saoudite en particulier oblige les Américains à une certaine prudence tactique ; les amenant à envisager un rééquilibrage de la politique menée par Israël. Carter envisage ouvertement de remplacer Begin par le ministre de la Défense, Weissmann, à la tête de la politique israélienne.

Avec cette nouvelle guerre, il devient toujours plus clair que la véritable dimension du conflit israélo-arabe est principalement israélo-palestinienne. Comme il devient aussi de plus en plus évident que pour la résistance palestinienne la clé d'un changement du rapport des forces dans la région réside à la fois dans la possibilité de construire des alliances solides avec les forces populaires des pays arabes pour contrer la politique capitularde des Etats et d'autre part dans sa capacité à modifier les équilibres socio-politiques en Israël même.

Bernard RAVENEL ■

Italie : " AU cœur de l'Etat "

Une partie des difficultés qu'éprouvaient encore les dirigeants du Parti communiste italien pour faire approuver par les travailleurs sa politique de cogestion de l'Etat avec la Démocratie chrétienne a été levée jeudi 16 mars.

Non qu'un événement nouveau ait modifié le paysage politique, non qu'une concession d'une grande ampleur ait été arrachée par le PCI. Rien de tout cela. Simplement Aldo Moro, président du conseil national de la Démocratie chrétienne, a été enlevé en plein Rome par un groupe se réclamant des Brigades rouges. Ce « simple » événement a provoqué un profond sentiment d'angoisse et une volonté d'union nationale face au terrorisme.

En bref, il a provoqué, comme on pouvait s'y attendre, une réaction inverse à celle supposée recherchée par ces Brigades d'un rouge suspect comme les juge aujourd'hui la très grande majorité des Italiens.

Dans la logique du terrorisme en effet — à supposer qu'il y en ait une —, la cible était bien choisie. Aldo Moro était un élément fondamental de l'édifice baroque que constitue la classe politique italienne. D'abord à l'intérieur de son

propre parti, il s'était forgé l'image d'un sage, d'un « père ». Il coordonnait, sans s'engager en première ligne, lorsque l'issue n'était pas sûre. Il avait toujours été l'inspirateur de « l'ouverture à gauche ». Il forme en 1963, le premier gouvernement de « centre-gauche » DC-PS. Ces dernières semaines, il prêchait la nécessité d'une « nouvelle étape » dans la coopération avec le PC. Bref, un vrai politicien de droite, intelligent, un fidèle lecteur de Machiavel.

Pour les dirigeants du PCI, il était par conséquent un pion important, un relais pour la politique des « petits pas » menée par les communistes. Un accord avait même été conclu entre communistes et démocrates-chrétiens pour se rassembler sur son nom lors des prochaines élections à la présidence de la République italienne.

Les terroristes ont frappé où il fallait ; les conséquences s'avèrent dramatiques pour eux. Ils ont, semble-t-il, également bloqué toute évolution à court terme de la vie politique vers une alternative de gauche anticapitaliste. Carlo Panella, membre de la rédaction de *Lotta Continua*, expliquait dans *Libération* daté du 18 mars, que certains militants

de la gauche extra-parlementaire, avaient participé aux manifestations organisées par les organisations syndicales et auxquelles participaient le PCI et la DC côte à côte pour protester contre le terrorisme.

Jamais sans doute les Italiens n'avaient ressenti une telle peur de l'avenir. Ils se regroupent donc vers les deux piliers supposés de la stabilité politique et sociale : DC et PC.

Au nom de la démocratie, qu'ils jugent — à juste titre —, bafouée par les terroristes, ils cautionnent aujourd'hui un jeu dangereux pour cette même démocratie. Tous les moyens d'information publics et privés ont été mobilisés pour appeler les « citoyens » à dénoncer tout ce qui ressemble à des terroristes.

« Neutraliser les ennemis de la démocratie » proclame Francesco Cossiga qui s'occupe de la section « problèmes de l'Etat » au sein du PCI.

Juste. Mais le jeu est dangereux ; d'autres « démocraties » s'y sont déjà cassé les dents. « Tous les moyens ne sont pas bons, ils conditionnent l'avenir », disait Gramsci.

Stephan LYLLAN ■

Du Front autogestionnaire du mouvement de tous les exploités

Au terme d'une longue campagne électorale, il est possible de mieux apprécier la réalité sociale. Le « *bloc social* » anticapitaliste, axe central de l'analyse de la majorité du PSU, a volé en éclats et les électeurs ont entériné la rupture du Programme commun, montrant ainsi que ce dernier n'était qu'un compromis tactique entre deux puissantes forces bien différenciées. Depuis le congrès de Toulouse (1972) la stratégie d'unité populaire, définie alors comme une stratégie de dépassement des contradictions à partir des luttes, a été déviée vers une recherche de l'unité avec les organisations, d'abord par Rocard, puis après le congrès d'Amiens (1974) par le bureau national. Elle a conduit le premier au PS ; elle a amené les seconds à se retrouver à une table de discussion avec le PC au moment où ce dernier rompait le Programme commun, à lancer un appel irresponsable aux travailleurs, mal reçu par la CFDT, à en appeler inutilement au PS, à accepter les voix du PC dans deux circonscriptions et enfin à s'appuyer sur les propositions de la CFDT, alors que celle-ci refuse de les présenter comme une base de compromis.

Il faut en finir avec cet opportunisme et s'atteler tous ensemble à la constitution d'un pôle politique extérieur aux forces de gauche traditionnelles. Malgré les années perdues le rassemblement des autogestionnaires est encore possible même si le PSU a laissé passer l'occasion d'en être le ferment le plus actif. Les résultats électoraux prouvent, d'une part que l'extrême gauche centraliste est devancée par le Front autogestionnaire et par les écologistes, d'autre part qu'entre ces deux dernières forces l'apolitisme des uns n'a pas été aussi payant qu'ils le prévoiaient.

Le courant « C » (communiste autogestionnaire) voit confirmer l'analyse

qu'il développe depuis plusieurs années ; la division politique actuelle recouvre des intérêts de classe, clairement précisés au congrès de Strasbourg (cf. texte dans le compte rendu de ce congrès) :

- dans le camp de la bourgeoisie, le RPR défend les bourgeois possesseurs des moyens anciens de production, tandis que l'UDF représente ceux qui se sont placés dans l'orbite des multinationales.

- dans le camp des anticapitalistes, le PCF, antimonopoliste, s'appuie sur le mécontentement des couches laminées par le progrès technique pour défendre en fait l'intérêt de ses propres militants tout en tentant une percée vers les compétents, le PS reste le grand représentant de la classe compétente, enfin l'extrême gauche, le Front autogestionnaire et les écologistes pourraient constituer un pôle de référence s'ils savaient définir correctement une stratégie conforme aux intérêts des exécutants, des exploités.

Les élections montrent que les forces montantes (multinationales et classe compétente) n'ont pas réussi à imposer leur hégémonie ; l'ordre ancien, RPR et PCF, a bien résisté. Rien n'est acquis, l'histoire se cherche. Dans une telle situation équilibrée, le pouvoir politique, quel qu'il soit, sera impuissant et le rôle des mouvements sera primordial. Dans sa relative défaite, le PS connaîtra une exaspération des contradictions entre ses trois courants : notables (Defferre, Mitterrand), compétents centralistes (CERES), compétents autogestionnaires (courant des Assises). Le clivage futur de la gauche se fera entre les partis qui proposent d'octroyer l'autogestion aux travailleurs par leur prise du pouvoir d'Etat, et les mouvements anti-hiérarchiques, anti-exploitation qui, partant des luttes nées des

contradictions multiples, s'efforcent de façonner dès maintenant des rapports sociaux égalitaires.

Il existe dans ce pays un courant en voie d'autonomisation qui ne demande qu'à se cristalliser autour d'un projet réellement autogestionnaire. Il ne doit pas être déçu, il faut que le Front autogestionnaire propose :

- que soit créé un mouvement de réflexion et d'action pour l'autogestion ;

- que ce mouvement se fixe comme but premier l'impulsion de la marche vers le communisme et non l'élaboration d'une stratégie de conquête du pouvoir d'Etat ;

- que ce mouvement expérimente des structures autogestionnaires, par exemple :

- reconnaissance interne du droit à la différence ;

- affaiblissement du pouvoir de décision des organismes nationaux avec augmentation de leur rôle de formation et d'information ;

- création d'organismes sectoriels (ouvriers, femmes, nationalités...) et régionaux, chargés de l'organisation des débats et de la coordination de l'action.

Ce mouvement s'efforcera de représenter les intérêts des exploités en instaurant notamment un dialogue permanent avec le mouvement syndical. Le Front autogestionnaire, dont il faut impulser le prolongement en l'amenant vers des convergences variées, puis ultérieurement à un rassemblement de tous les autogestionnaires, sera à la base de ce futur mouvement où l'économique, le social et le politique feront cause commune.

**BOULET (Paris),
CAMOIS (Paris),
CARRE (Essonne),
FONTAINE (Paris),
JAQUEST (Yvelines),
MALHERBE (Essonne) ■**

la parole à

Hélène Parmelin :

La passion du quotidien

Journaliste, critique d'art, romancière et... militante du P.C.F., Hélène Parmelin veut connaître la vie par tous les bouts. Et ses romans témoignent de ce goût qu'elle éprouve pour le quotidien. Le dernier, le "Monde indigo"*, restitue, le monde tel qu'il est: malheureux et violent, insolite et familier. Et si la vraie vie était de ce monde ?

T.S. : En tant que militante du Parti communiste et journaliste à l'Humanité pendant de longues années, on ne peut pas dire que vous ayez été toujours particulièrement « disciplinée ». Je songe à votre attitude pendant l'époque stalinienne...

H.P. : Quand on parle de l'époque stalinienne, on fait comme s'il s'agissait d'une époque compacte. D'un côté un démon nommé Staline, de l'autre ses dévots. En réalité il y avait à cette époque des actions extrêmement dures et violentes qui n'étaient pas certes menées en dehors de cette atmosphère de stalinisme, mais qui n'étaient pas pour autant des actions menées à la dévotion d'un socialisme criminellement dévoyé. Au contraire. Cet épisode de ma vie a duré assez longtemps. *L'Humanité* était une école forte. Chaque fois qu'il y avait des grèves la rubrique culturelle n'existait plus. On devenait du même coup « journaliste d'usine ». Ce qui du point de vue de mon métier d'écrivain a été d'un grand enseignement. Je ne suis pas de ceux qui disent : « *J'ai perdu douze ans de ma vie à l'Humanité* ». Au contraire. Malgré le climat dans lequel nous vivions, où les militants prenaient automatiquement pour des contre-vérités tout ce que disait la presse adverse, une pensée « communiste » existait, qui n'avait rien à voir avec le stalinisme.

Bien sûr il y avait les staliniens militants. C'est-à-dire pas seulement ceux qui « savaient » — et il n'y en avait pas tellement —, mais ceux qui en remettaient sur les idées elles-mêmes, et qui non seulement se livraient à l'adoration de Staline mais qui surtout étaient les meilleurs représentants de la véritable pensée stalinienne. J'ajoute que parmi ceux qui ont quitté le PC, ou qui en ont été exclus (pour d'excellentes raisons), il serait très facile de tracer cette ligne de démarcation. Il y a aussi une façon d'être aujourd'hui très stalinien dans la façon d'être anti-stalinien... A la suite de ça j'ai quitté *l'Huma* en y revenant de temps à autre pour y faire un certain nombre de

campagnes. Mais avec les plus extrêmes difficultés, car j'étais dans un état de désaccord à peu près total. Il devenait évident que je ne pouvais plus faire grand chose dans la « culture ». Pas plus qu'ailleurs. Puis vient l'époque du XX^e congrès du PCUS. On savait déjà beaucoup de choses. Pour mon éditeur d'alors, Julliard, je suis allé au pays de mes ancêtres — puisque mon sang est russe —, pour faire un petit bouquin de reportage, *Les Mystères de Moscou*, juste au moment où venait de s'achever le XX^e congrès. Et j'ai eu connaissance du rapport Khrouchtchev par notamment le correspondant de *l'Unità* à Moscou qui, lui, avait exigé de le lire. J'ai vu à Moscou des amis de ma famille, des gens qui rentraient des camps, des amis d'enfance. C'est à partir de ce moment-là que j'ai eu des difficultés extrêmes avec le PC.

T.S. : Parce que vous saviez.

H.P. : Parce que lorsque je suis rentrée on m'a dit que ce rapport était faux. Il faut se mettre dans la peau des militants de l'époque. Quand je suis allée, entre autres, dans ma cellule j'ai raconté tout ce que je savais, tout ce qui se passait.

T.S. : Vous avez tout raconté dans votre cellule ?

H.P. : Naturellement. Les vieux militants pensaient que j'étais devenue brusquement fasciste... Je vous fais grâce de tous les discours, de toutes les menaces d'exclusion que d'ailleurs je n'ai pas été seule à supporter. Picasso a connu très bien ce climat. Nous étions, Pignon et moi, liés avec lui d'une grande amitié. Il était une source fabuleuse de vie, et d'une extrême liberté. Communiste à notre manière. Et attaché à une pensée communiste profonde.

T.S. : Pas seulement par fidélité ?

H.P. : Absolument pas. Pour nous le PC n'est pas une église, ni une famille. La fidélité est une imbécillité. On a des raisons majeures de rester. Ça n'a rien à voir avec l'aveugle fidélité. Lors du XIV^e congrès du PC, qui suivait de peu le XX^e congrès du PCUS, on m'a de-

mandé de faire le compte rendu dans *l'Huma*. Ce qui m'a posé des problèmes politiques et moraux énormes. J'en ai parlé à des amis communistes de la même eau. Et tous ensemble on a pris la décision : que j'irais et qu'on verrait. J'ai fait le compte rendu « d'atmosphère » de la première journée, mais j'ai refusé de faire celui de la seconde. On m'a remplacée. Et j'ai quitté définitivement *l'Huma*, dans un climat tragique pour nous tous.

T.S. : Vous disiez qu'à la pire époque du stalinisme — ce que vous n'appeliez pas encore de ce nom-là — vous pressentiez... quoi au juste ?

H.P. : Il y avait eu les procès. Je pense au procès Rajk, en Yougoslavie. Mais même au moment du procès Rajk — ça pourra vous paraître étonnant —, nous étions dans un tel climat de conditionnement qu'il ne nous a pas encore tout à fait ouverts les yeux. Un camarade en qui nous avions toute confiance, Courtade, avait assisté au procès. Il avait été lui-même abusé. Nous avions cependant d'énormes doutes en nous. Et qui allaient s'élargissant du fait de tout ce qu'on voyait apparaître, la littérature soviétique par exemple, Jdanov, la biologie, « science bourgeoise et science prolétarienne ». Aussi étions-nous en guerre perpétuelle contre ce que l'on appelle les « responsables idéologiques » du Parti. Nous étions non pas « dans » mais « en » opposition. Et tout a éclaté à partir de la Hongrie.

Un moment terrible, majeur et exemplaire pour nous. Quand il y a eu la Hongrie nous avons fait ce qu'on a appelé la « *Lettre des dix* », à propos des événements de Budapest. On l'a tapée toute une nuit en un certain nombre d'exemplaires pour chacun des membres du comité central et pour chacun des secrétaires fédéraux. J'ai été moi-même déposer les lettres au Comité central. C'était insensé quand on connaît l'atmosphère de l'époque. Nous demandions un congrès extraordinaire du Parti.

T.S. : Vous nouviez vous autoriser une telle liberté parce que vous étiez déjà en vue, que vous faisiez partie en quelque sorte du « dessus de panier » de l'intelligentsia communiste, par une sorte d'impunité qui s'attache à ceux qui constituent, qu'on le veuille ou non, l'image de marque du PC ?...

H.P. : Moi, dessus du panier ? Comme écrivain mes amis communistes ont toujours participé à me minimiser et continuent. Les appareils aiment les militants disciplinés, qui s'inclinent, suivent en tout, et ne changent que d'un bloc, avec le Parti. Nous sommes dérangeants, gênants — mais n'oubliez pas que jamais jusqu'ici nous n'avons varié dans notre appartenance. Les communistes le savent. Nous restons

avec eux — mais dans notre vérité. Et puis il y avait Picasso.

T.S. : C'était pas rien.

H.P. : En effet... Notez qu'on a essayé de lui faire ôter sa signature. Il n'a jamais voulu. Peut-être n'avons-nous pas été exclus à ce moment-là parce qu'il était difficile d'exclure Picasso ? C'est très possible. D'un autre côté Picasso — aussi bien que nous — n'était pas de ceux qui croient que l'appartenance à un parti s'identifie à l'appartenance à une église... Quand Pierre Daix prétend dans l'ouvrage qu'il vient de consacrer à Picasso qu'après l'affaire des Dix, Picasso a compris qu'il n'y avait plus rien à faire, c'est entièrement faux. Nous avons tous toujours eu cette idée que nous étions entrés au PC mus par certaines motivations profondes. Et cette idée demeure quels que soient les hommes qui passent à la tête du Parti, quelles que soient les tragédies ou les inflexions ici ou là. Notre idée était celle d'un socialisme dans la liberté : elle demeure.

T.S. : Vous anticipiez sur l'évolution du Parti Communiste qu'on constate malgré tout aujourd'hui ?

H.P. : Oui. Certaines choses ont été dites aujourd'hui dans le PC, sur lesquelles on ne peut revenir. A propos de l'URSS, des dissidents, de Prague... Que les prises de positions ne soient pas aussi carrées qu'on le souhaiterait c'est sûr. Mais qu'elles soient irréversibles, c'est sûr aussi. Si le PC était resté rivé aux positions staliniennes des années 50, il nous aurait été impossible d'y rester. Quant au reste, on peut sur toute une série de points manifester ses désaccords. Et on reste en sachant que c'est le lieu où se situe une certaine marche en avant d'une certaine pensée, peut-être un jour libre, de plus en plus libre.

T.S. : Vous vous justifiez ?

H.P. : Pas du tout. Je ne veux pas dire que le PCF actuel ne soit plus du tout stalinien dans ses méthodes. Mais il a tout de même beaucoup changé. La preuve ? Je n'imagine pas, même à propos des dernières élections, des discussions à la base aussi franches, ouvertes et violentes que celles qui ont eu lieu en de nombreux endroits. Elles ne « remontent » pas, c'est vrai, le centralisme démocratique n'a pas encore de remonte-pente. En même temps, le PC a toujours été pour moi un lien formidable avec la classe ouvrière, centre de nos « motivations ». On dirait toujours, pour une certaine intelligentsia, qui hait les appareils, que cette masse mouvante et individualisée n'a plus aucune importance devant la lenteur des appareils à changer.

T.S. : Précisément. Léonard dans l'autre monde est un ouvrage qui, de fait, date. Depuis l'époque où dans ce livre vous évoquez la vie de la

classé ouvrière au XX^e siècle les choses ont-elles fondamentalement changé ?

H.P. : Vous parlez des mines ? Oui. Elles disparaissent. Mais un certain climat est resté. J'ai donné un état de la situation à une époque donnée. Mais, en dépit de certaines conquêtes sociales et de certains avantages acquis, on sent la continuité d'un monde terriblement formé, terriblement dur. Ne serait-ce qu'à cause du métier lui-même et de l'atmosphère qu'il a créée. C'est un monde où existe en ciment la barrière de classes, même avec un porion. C'est un des rares endroits de France où l'on puisse « regarder » les classes sociales. Je me souviens qu'au moment de l'affaire de Bruay, tous nos



amis gauchistes se précipitaient dans les corons. Ils faisaient cette découverte extraordinaire : les corons étaient des corons, et il n'y avait pas encore là-bas de tout-à-l'égoût !... Etc... Ils « voyaient ».

Mais du point de vue politique, les choses ont changé. Les idées se sont agrandies, élargies, cultivées. Quand on y va on passe des nuits entières à discuter de la Chine, de Cuba, de la Suède, etc. Il y a une mouvance libre des idées, qui fait fi de nos clivages politiques traditionnels, ou des clivages syndicaux.

T.S. : Vous employez tout à l'heure une formule qui peut rester obscure pour beaucoup. Je veux parler de ce que vous appelez chez vous « le simultanéisme ».

H.P. : J'ai le privilège d'avoir accès à beaucoup de mondes différents. Et pas seulement à la peinture. Je l'aime, et j'aime énormément les peintres. Il y a chez eux quelque chose de direct qui vient de la pratique de leur art : sans doute l'art majeur.

T.S. : Pourtant, dans votre dernier ouvrage, vous dites : « Mieux vaut les mots ».

H.P. : Oui, mieux vaut les mots que n'importe quoi. Et le roman est l'expression majeure de la réalité des choses.

T.S. : Il n'est pas un genre.

H.P. : Ce n'est pas un genre. C'est une expression supérieure de la vie. Il permet l'incarnation vivante des idées. Il a le secret de l'invention sévère ou folle, directe ou labyrinthée, qui soit incruster l'événement mieux que l'Histoire. Prenez la *Guerre et la Paix* de Tolstoï. Aucune description des flammes ne donnera le choc de ce que le vieux valet de chambre du comte dit en une phrase lorsque quand les gens rassemblés dehors cherchent le lieu où augmente l'incendie dans le lointain. « *C'est Moscou, frère, la ville aux blanches murailles.* » Il y a chez le romancier réel le privilège de pouvoir faire éclater dans le roman des idées invisibles. Malheureusement nous vivons aujourd'hui l'ère des « professeurs ». Les « professeurs » se mettent à écrire des romans et c'est presque toujours une démonstration. Le roman y perd ses ailes.

Pour moi le simultanéisme dans le roman, c'est l'actualité. Faire évoluer des personnages dans le monde dans lequel je vis, et qui est tout chaud. Comme de par ma vie j'ai été amenée à côtoyer beaucoup de milieux — je vis avec les peintres, les écrivains, les ouvriers, j'ai des enfants, je dirige et participe à ma maison —, j'ai l'avantage formidable d'être un homme et une femme, de connaître la vie par tous ses bouts.

T.S. : Dans votre dernier ouvrage il y a la volonté manifeste de vous situer en permanence par rapport à la trame du roman, aux personnages, et aussi au lecteur. Vous dites au tout début : « Je vis en même temps que les personnages de ce livre. Personnes. Et non pas héros. Nous ne sommes pas des héros. Vous n'êtes pas des héros ».

H.P. : Je veux dire par là que tous les gens sont des personnages de roman. J'écris dans un aujourd'hui très précis. Il se produit tous les jours des événements extraordinaires. Je voudrais pouvoir arriver à les mettre tous dans un roman, avec leurs répercussions sur les personnages. Pour donner une sorte d'image générale et particulière du monde dans lequel nous vivons.

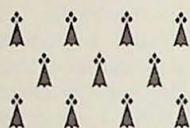
J'ai aussi une pensée politique. Mais je n'ai nul besoin de la mettre en action, de faire de « la propagande » pour mes idées. Je sais de toute façon qu'en un sens tout ce que j'écrirai, et qui me viendra au bout de la plume sera imbibé de ces idées.

Propos. recueillis par
José SANCHEZ
(février 1978) ■

(*) Dont le premier volume, *Cramponne*, vient de paraître. Paris, Stock, 1978, 360 p.

Une Bretagne bouffée aux mythes

Les Bretons croulent sous les livres. Ils ont sans doute plus besoin aujourd'hui de concepts et d'analyses que de poèmes et de légendes...



A-t-on jamais parlé breton à Nantes, à Rennes, à Saint-Malo ? La langue fut-elle importée d'outre-Manche au III^e ou au VI^e siècle ? A l'époque, les Armoriciens parlaient-ils gaulois ou roman ? Étaient-ils Celtes ? Qui est Breton aujourd'hui, qui ne l'est plus, qui ne l'a jamais été ?... L'ennemi est-il Français ? Vous avez dit « Bretagne » : mais quelle Bretagne ?

Ces questions ne datent pas d'hier. Pour elles et quelques autres, d'intérêt immédiat discutable, on s'est beaucoup battu, déchiré et même entretué. En librairie, un afflux de parutions nouvelles vient tenter, une fois de plus, d'y répondre. Cette profusion littéraire et historique va de paire avec la foisonnante émergence de nouveaux bardes dans ce bout de terre — cette presque-île — sans laquelle la France serait un hexagone parfait.

Le granit et le charbon

Dans le domaine de l'édition comme dans celui du disque, la renaissance culturelle charrie pêle-mêle le meilleur et le pire, le granit et le charbon, le clair et l'ambigu, le vrai et le mythe.

● En collection 10-18, deux tomes (n^{os} 1155-1169) de Bernard Tanguy : *Aux origines du nationalisme breton*. L'auteur — un universitaire — s'intéresse aux études, recueils de textes et de traditions orales, recherches en tout genre, qui connurent au XIX^e siècle une vogue comparable au « revival » d'aujourd'hui. La pièce centrale, le florilège de ce mouvement « bretonniste »

fut sans nul doute le « *Barzaz Breiz* », ou chants populaires de Bretagne, recueilli et présenté par le vicomte Hersant de la Villemarqué ; publié en 1839 pour la première fois, une édition de 1973 nous le redonne dans sa forme définitive de 1867.

Il faut resituer le « *Barzaz* » dans toute une production d'intellectuels fixés à Paris, coupés du pouvoir politique, ne jouant aucun rôle dans l'essor du capitalisme industriel sans pour autant tenir leur place dans la société rurale et bretonnante qu'ils subliment. Ils se réfugient dans l'exaltation idéaliste, et souvent malhonnête, d'un passé, d'un ensemble, de valeurs traditionnelles, paternalistes et rustiques. Romantisme et régionalisme, exotisme et celtomanie font déjà bon ménage... camouflant, sous le flou artistique, sous les envolées et les évanescences, une entreprise idéologique très concrète qui vise à raffermir la propriété foncière, le parti légitimiste et très catholique, la hiérarchie d'une église bien romaine. Chez Hersant, comme chez d'autres, les Brizeux, Souvestre, De Courson, La Borderie, pas un mot sur la culture vivante des marins, des artisans, des ouvriers des ports et des villes.

Un mouvement de salon

A travers donc les manifestations de ce mouvement de salons, de cercles, d'académies, Bernard Tanguy, dans son premier tome, par un travail très minutieux, s'attache à mettre à jour les origines littéraires du nationalisme breton. Le second tome est consacré à l'illustration de ses propos ; il s'agit d'une présentation critique de *L'essai sur l'histoire de la langue bretonne*, du même Hersant de la Villemarqué.

● En 10-18 aussi (n^{os} 1156 et 1157), le *Brasier des ancêtres* de Loiz Floc'h et Jean-Pierre Foucher s'inscrit, tout compte fait, dans la droite ligne des « bretonnistes » du XIX^e siècle, même si l'ensemble de ces chants et ballades ont été puisés aussi bien dans le patrimoine moyenâgeux que dans ce qui

reste de la société rurale aujourd'hui. Un premier livre rassemble les « gwerziou » : poèmes amples et graves, à caractère épique, mythologique, historique. Le second propose des « soniou » : chansons de fête, de sentiment, de métier ; rondes, comptines, cantiques... Intérêt non négligeable : version bretonne et version française (elle-même très travaillée) sont imprimées en regard.

● *L'Histoire de la nation bretonne* (collection « Identités », à la Table-Ronde) de Gérard Planson et Erwan Kashaneg est l'exemple-même d'ouvrage qui entretient sciemment la confusion, n'hésite devant aucun amalgame, occulte toutes les contradictions, tous les clivages de classes, les ruptures historiques ou idéologiques. Cela pour porter une grande idée : celle de la Nation bretonne, celle de la Celtie, rassemblant par-delà les siècles et les rives une même race (?) dans un même destin, une même âme collective.

« Na ruzh na gwen, Brezhad hepken »

La recette est connue : on mélange tout et on touille... La révolte des Bonnets rouges, la guerre des chouans, le mouvement « Breiz Atao » et la collaboration avec les Allemands, le F.L.B., la grève du Joint français : il ne s'agirait là que d'un seul combat en faveur de l'identité bretonne. Simplification abusive, aussi dangereuse aujourd'hui qu'hier... « *Na ruzh na gwen, brezhad hepken* » (« ni rouge ni blanc, Breton seulement ») : ce slogan déjà ancien, un candidat du S.A.V. (le Parti breton « *Strollad Ar Vro* ») le placardait il y a deux semaines en tête de ses panneaux électoraux, à Montparnasse...



● *L'Histoire de la Bretagne*, de Yannick Guin se veut par contre une contribution à la critique de l'idéologie nationaliste. Paru chez Maspéro avant l'été, cet ouvrage tranche radicalement avec la production qui fleurit en la matière. Tant il est vrai que le discours sur la Bretagne est resté jusqu'à présent l'apanage presque exclusif de nostalgiques agrariens, notables et clercs, ou plus récemment de populistes, de gauche ou non, aussi lyriques qu'incohérents. Il importait à l'auteur de briser des mythes « dont les racines ancrées dans la plus lointaine féodalité servent encore d'alibi ». Tout son effort tend à décrire une Bretagne réelle et conflictuelle, dont les caractères originaux, les problèmes spécifiques résultent de l'emprise de rapports de production précis. Il traite d'une Bretagne à transformer, à construire, et non seulement à rêver...

« La Bretagne telle que nous la découvrons »

● Participant du même esprit, de la même honnêteté intellectuelle, il faut encore citer, bien que parue il y a plus d'un an aux éditions « Skol Vreiz », la « *Géographie de la Bretagne* », très fournie, très actuelle, élaborée par une équipe d'universitaires de Nantes. Ils écrivent simplement : « *Voilà la Bretagne telle que nous la découvrons...* ».

BD BRETONNE

On connaît *Bécassine*, de funeste mémoire. Brave fille au fond, mais point trop fine ; prototype de la domestique du début du siècle, avant qu'on ne recrute chez les Espagnols, puis les Portugaises... *Asterix* et *Lucky Luke* sont aujourd'hui traduits en Breton. Mais deux nouvelles bandes dessinées, plus ambitieuses, méritent qu'on s'y arrête. D'abord *Le Vaisseau de pierre*, de Christin et Bilal, paru en album, où le fantastique transcende le quotidien d'un petit village livré aux promoteurs. On puise dans le patrimoine légendaire comme dans l'actualité : une bonne patte, un sacré climat, détails vrais et souffle épique. Dans la même veine, semble-t-il, *Bran ruzh* (le corbeau rouge) de Deschamps et Auclair, que propose par épisodes le nouveau mensuel de bandes dessinées *A suivre*. On en est au n° 2. Réalisme des années 70 et mythologie celte : c'est bien parti aussi. Par la BD, on aime à planer dans l'imaginaire, retrouver aux couleurs d'aujourd'hui les vieux thèmes d'un fond culturel populaire... C'est tout autre chose de s'y engluer dans des ouvrages à prétention scientifique.

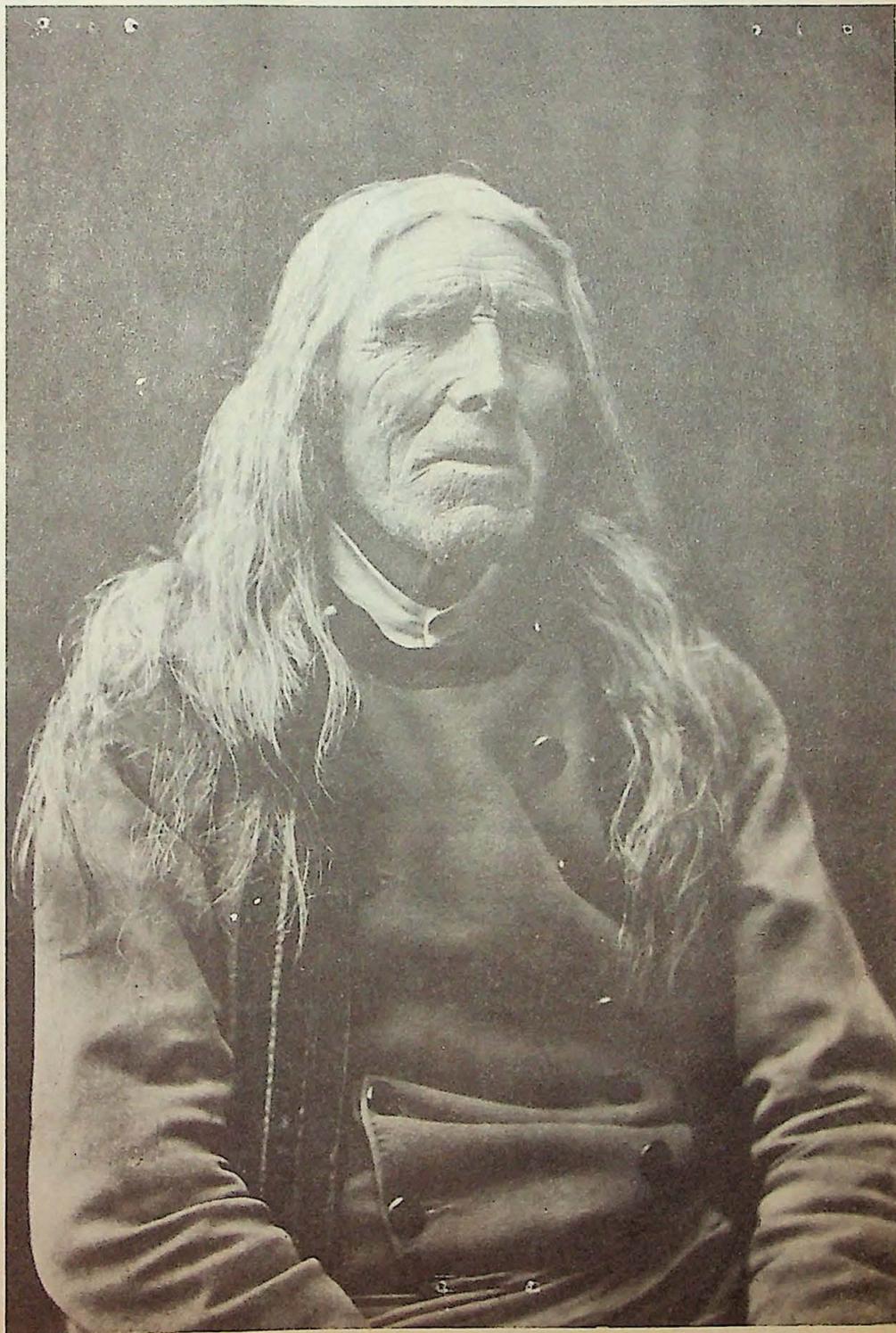
R. L. ■

Cette Bretagne-là subit une crise qui provoque chez elle un bouleversement social intense : « *mobilité professionnelle (changement de métier), mobilité sociale (changement de statut), mobilité géographique (changement de résidence), diversement combinées, accompagnent le développement du salariat, la disparition progressive des formes d'activités indépendantes du système capitaliste dans l'agriculture, l'artisanat et les services, et le renouvellement d'une bourgeoisie qui n'est plus exclusivement locale* ».

Il est des livres et des chants qui loin d'éclairer la « question bretonne » l'obscurcissent... Ce sont encore les plus nombreux. D'autres comme ceux de Skol Vreiz et de Yannick Guin sont des outils de connaissance irremplaçables, et peut-être des armes. Comme l'a écrit à peu près ce dernier : les Bretons ont aujourd'hui besoin d'autant de concepts et d'analyses que de poèmes et de mythes.

René LANARCHE ■

Tad Coz : un grand-père
décrire une Bretagne réelle, donc conflictuelle.



Violanta

Comment
la toute-puissante
Violanta ébranle la
société en tombant
amoureuse de son
demi-frère...

Daniel Schmid, *Violanta*.
Salles non communiquées

● Grand peur et misère de la Suisse paysanne. Lieu anonyme, temps incertain : dans une vallée encaissée règne la toute puissante Violanta, juge, femme de pouvoir et d'argent. Elle passe pour le sauveur du village, mais n'est en fait qu'une meurtrière prête à tout pour sauvegarder l'ordre établi. Sa fille, Laura, promise à un mariage de raison, commence à ébranler la pyramide de la société en tombant amoureuse de son demi-frère. Mais le ghetto fabriqué par Violanta ne permet pas une seule erreur de mécanique et, de la même façon qu'elle a été « épousée » comme on achète un objet, elle sacrifiera la passion de son enfant à la raison d'Etat.

Ce sujet, tiré d'un roman de Conrad-Ferdinand Meyer — auteur milieu du XIX^e siècle — semblait fait pour Daniel Schmid. S'y mêlaient ses thèmes favoris : la notion de société, les rapports de force et, surtout, un climat de folie et d'hallucination qu'il



avait admirablement rendu dans *La Paloma*. Rien de moins événementiel et anecdotique que ce film : tout y est psychologie, états d'âme, vécu intérieur. Et, même si une réflexion politique sous-tend le récit, l'ambiance générale verse nettement dans l'onirisme. Optant de ce fait pour un style *halluciné* (le sujet est noyé sous une forêt de symboles, elle-même embuée de fumées très décoratives sur l'écran), Daniel Schmid aurait pu en tirer une sorte de conte-cauchemar pour veillées nocturnes. Naïveté, maladresse ? Toujours est-il qu'il a fait quelques faux pas. Le premier est d'avoir post-synchronisé le film en italien, langue en total porte-à-faux avec le récit qui s'inspire des légendes

montagnardes de la Suisse alémanique (Meyer écrivait en allemand). Le second est de ne pas avoir su faire passer les scènes d'apparition qui sont le centre du film. Du coup, la maîtrise manquant, on ne garde plus de *Violanta* que des performances d'acteurs. En laissant de côté Maria Schneider en gamine boudeuse et Lou Castel en névropathe bouffi, on retiendra trois comédiens intéressants qui réussissent parfois à sortir le récit de l'impasse. Autour de Lucia Bosé, froide et inquiétante Violanta, François Simon et Ingrid Caven tirent leur épingle du jeu. Le premier en fantôme muet et la seconde en folle suicidaire rendent au récit de Meyer sa densité et son ambiguïté. Pour le reste, d'un obscurantisme à toute épreuve, il n'y a pas grand chose à sauver. Gardons en mémoire les précédentes réalisations de Daniel Schmid et accordons-lui l'oubli de *Violanta* pour qu'il se ressaisisse.

Fabian GASTELLIER ■

SELECTION CINEMA

- *Panique*
Film de politique-fiction sur la prise de conscience et la lutte d'une ville contre une entreprise polluante au Canada.
(Rio Opéra 2^e, La Clef 5^e, UGC Danton 6^e, Montparnasse 83, 6^e, Lord Byron 8^e, Cambronne 15^e).
- *Guerres civiles en France*
Trois moments de la vie révolutionnaire en France : la Commune, l'Empire et Babeuf. Film hermétique en trois volets d'inégale valeur.
(La Seine, 5^e).
- *Les Déracinés*
A la fin du 19^e siècle des paysans algériens dépossédés de leurs terres par les colons et les notables locaux. Film militant qui dénonce le colonialisme et la violence à travers un propos didactique et manichéen.
(Palais des Arts, 3^e).
- *La terre de nos ancêtres*
En Laponie, la vie fruste et rude des habitants d'un petit village et plus particulièrement d'une famille. Un grand film par son originalité.
(Studio Logos, 5^e, Olympic, 14^e).
- *Qui a tué le chat ?*
Comédie italienne de Comencini avec Michel Galabru, Ugo Tognazzi. Féroce satire d'un petit monde autour d'un propriétaire immobilier.
- *La voix de son maître*
Documentaire sur les grands patrons français interviewés.
(La Pagode, 7^e).
- *Festival Comencini*
(La Pagode, 7^e)
— A cheval sur le tigre (ven. 24, mar. 28).
— Un vrai crime d'amour (sam. 25).
— La Ragazza (dim. 26).
— Mon Dieu comment suis-je tombé si bas (lun. 27). ■

La femme rompue

● Par une nuit de Noël triste à pleurer, une femme seule raconte sa vie comme on se jette à l'eau. Quelques guirlandes pendent au plafond, une bouteille de champagne décore la table et, dehors la ville s'amuse. Flouée, blessée, abandonnée, cette femme que son mari a plaquée et qui a perdu son enfant, ne sait plus trop à quoi se raccrocher. Derrière elle, tous les rôles que la société lui a imposés : épouse, amante, mère de famille ; devant : le carrefour noir de la solitude. Entre les somnifères d'un faux sommeil et l'angoisse de voir paraître un nouveau jour, elle livre

un combat dérisoire et déchirant qui remet en question l'ordre social au complet. Dans une mise en scène de Michel Voletti, Corinne Cousin est cette *Femme rompue*. Avec un talent certain, elle donne un visage aux mots nus de la peur et réussit à placer le spectateur en position de voyeur qui saisirait quelques secrets d'alcôve. Sur un texte fort et cru, une magnifique performance d'actrice. **F. G. ■**

● *Simone de Beauvoir, La femme rompue, café-théâtre du Bec Fin (296-29-35), à 22 h.*

Coup de barre

Horreurs, vipère, rage, injures, procuration, ouverture, champagne et Kleenex...

C'était dur d'être téléspectateur ce dimanche 19 mars au soir. D'abord à 20 heures, le coup de Barre : les fourchettes des ordinateurs donnaient la droite — qui préfère toujours l'expression « majorité », on la comprend — largement en tête. Ensuite, la marge de la gauche qui rétrécissait à vue d'œil, tandis qu'au même rythme, ses ténors entreprenaient à même les écrans, de brûler à demi-mot, ce qu'ils avaient adoré.

Et puis, ce défilé des horreurs, qui

ce. Avec Soustelle, enfin réexpédié aux poubelles de l'histoire, juste un petit sourire, vite estompé par les numéros de vipère de Jean Lecanuet, plus kennedien que jamais avec ses dents blanches et son sourire mécanique : enfin, à l'entendre, on comprenait que cette revanche électorale de l'UDF lavait — à ses yeux — une certaine démarche honteuse de ralliement, menée au petit matin, en 1974, par une porte dérobée de l'hôtel Matignon. Ou était-ce de l'Elysée ?

Les représentants de la gauche, autour des grandes tables en fer à cheval de l'hôtel de Lassay ou des plateaux de la SFP, avaient la dent dure. Ils ont croqué Lecanuet, en passant, pour apaiser leur rage : « Vous êtes allé suffisamment à la soupe ! », lui a lancé Chevènement. Et Marchais a renchéri : « Quand on parle de soupe, c'est à vous qu'on pense ! ». Le même, trop à l'aise pour ne pas trahir que le PC avait fait mieux que sauver ses meubles, ajoutait : « Vous ne représentez presque rien. Au plan national, vous ne seriez même pas remboursé de votre circulaire ! ». Lecanuet, qui se croit très ministrable, et même un peu plus peut-être, a préféré digérer les injures, se contentant de pâlir...

Une nouvelle fois, nous vivions notre débat, nos espérances, notre déconfiture sur les écrans : par procu-

et des blessés en Martinique, autant à la Réunion). Ni du scandale des voix des Français à l'étranger, dont on ne saura jamais si elles sont responsables des « courtes victoires » de plusieurs dizaines de députés de la droite. Ni du découpage électoral invraisemblable qui favorise les zones rurales, donne à la droite un lot de circonscriptions faciles. Ni du rabattage des abstentionnistes traditionnels, petits vieux en tête.

Philippe MARIELIE ■

MOTS CROISÉS

Problème n° 55

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement

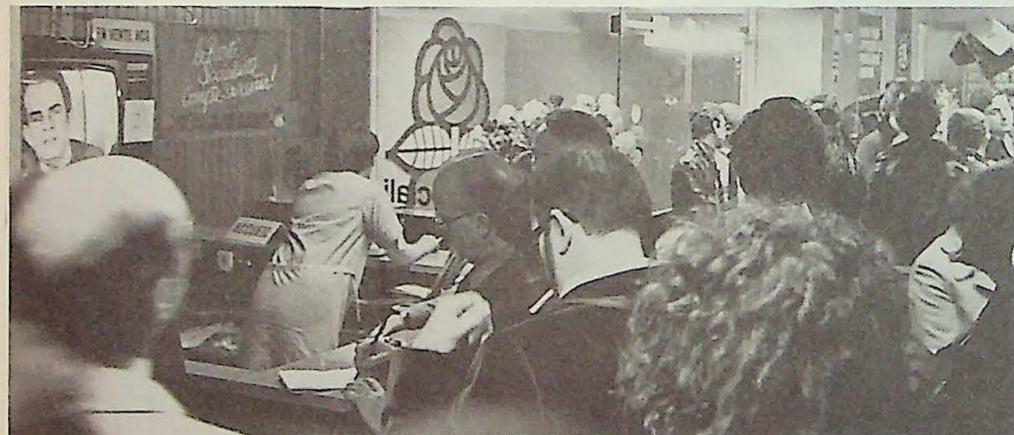
I. Encore un qui lorgne outre-atlantique. - II. De l'application. Quelle époque. - III. Des stakhanovistes, quoi. - IV. Qualifie une atmosphère ! - V. Note. Un peu d'eau. Un peu de soleil. - VI. A loupé son heure. - VII. Pour une veste. Verts au printemps. - VIII. Lettres de minus. Réunies. - IX. Un père. Pronom. - X. Note, Repos !

Verticalement

1. Mises en veilleuse. - 2. Encore un crabe ! - 3. Parcourera. Symbole. - 4. Jeux de lettres. - 5. Peut-être de choc, mais est dans le désordre. Poteau. - 6. Quel âne ! Mieux vaut ne pas l'avoir dedans. - 7. A l'œil ! Des buveurs de whisky. - 8. Durement. - 9. Dans le réel. - 10. Crochet. Bien installé.

Solution du n° 54

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	H	A	R	M	A	C	I	E	N
II	O	A	S	I	S		P	S	U	
III	U	S	I	N	E	S		S		C
IV	R	E	A	C		A	B	U	S	A
V	R		T	E		L	O	E	S	S
VI	I	C	I		V	E	S	S	I	E
VII	T	O	Q	U	E	E	S		M	I
VIII	U	R	U	B	U		E	T		N
IX	R		E	U	L	E	R		R	E
X	E	N	S		E	V	A	D	E	S



apparaissait aux tableaux de Tf 1 ou d'Ant 2, ou sur les écrans « Antiope » de Fr 3. Bigeard, le crapahuteur, le p'tit gars de l'Indo et de l'Algérie : élu. Et Hector Rolland, le roi des godillots du RPR. Et Michel Péricard, journaliste à Radio-France, qui a fait fructifier la renommée acquise à peu de frais sur les ondes. Et Médecin : il y a un paradis pour les crapules. Et l'horrible Malaud, qui s'était illustré voici quelques années dans une chasse (verbale) aux rouges qui rappelait le langage Pinochet. Et Bariani, élu à Paris, dans le 20^e : un RPR en plein populaire, il n'y a plus de justice. Et Guéna, le roquet gominé de la bande à Chirac. Et Pasqua, son chef de bande. Et JJ-SS, passant quand même. C'était à pleurer !

La victoire de Charles Hernu (PS), à Villeurbanne, ça ne pouvait suffire à nous consoler, hein ? Pas plus que les défaites de Sangui, Stolérou ou Ali-

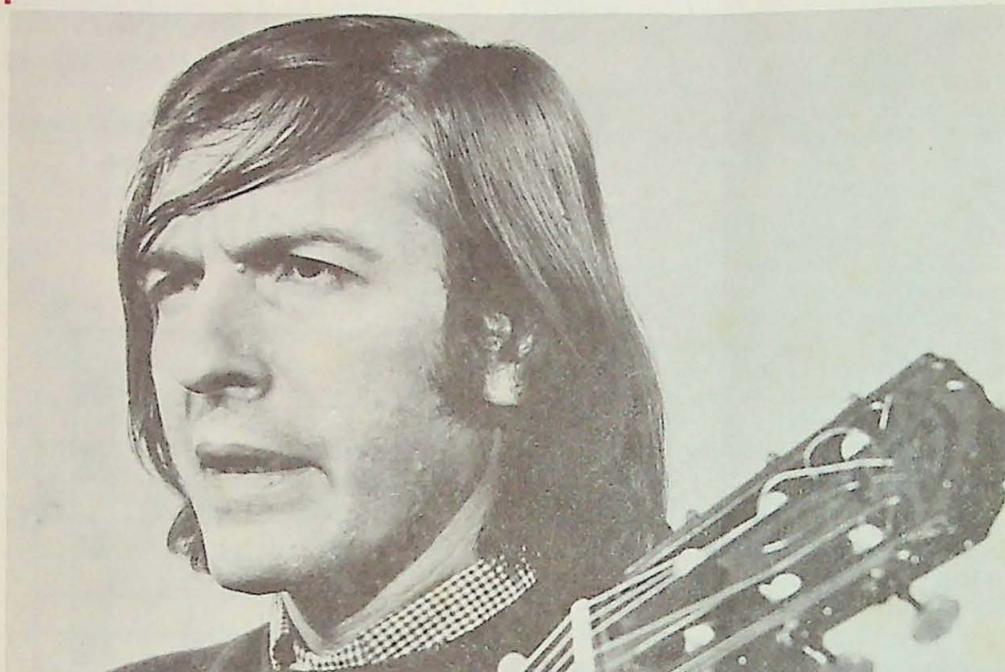
ration. Débat de chefs, combat de coqs spécialisés, péroraions rapides d'arbitres politologiques fatigants de savoir-faire et de certitudes tranquilles. La note est lourde : un gain de 17 sièges sur une législature. Combien faudra-t-il d'années, à ce rythme, pour avoir une chance de passer ? Pas de doute, il va falloir changer de stratégie.

Bien sûr, Chirac parle déjà de « réformes profondes » : ah, ah, ah ! Et JJ-SS, Soisson, Lecanuet — tous ceux auxquels « le Président » tient lieu de programme — parient sur la grande « ouverture »... que Monod, cette ombre physique de Chirac, condamne aussitôt. Dire qu'une bonne partie de notre avenir sera conditionnée par ce débat à l'eau de rose entre les tout à fait conservateurs et les un-peu-sociaux de la droite...

Personne ne parle des sièges conquis de force dans les DOM-TOM (un mort

" LE PRINTEMPS DE BOURGES "

Festival de la chanson : 12 au 16 avril



Daniel Viglietti.

LE GRAND CHAPITEAU

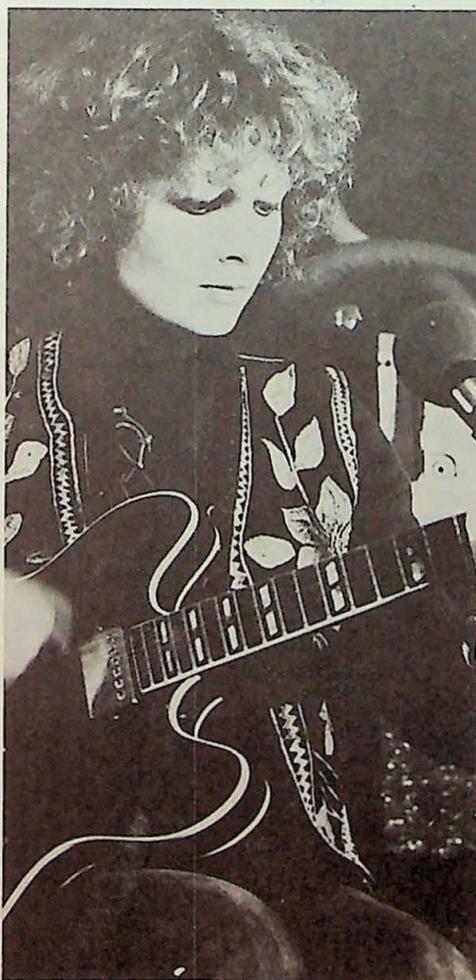
Il pourra accueillir chaque soir 4 000 personnes, de 21 h 30 à 24 h.

Mercredi : Alan Stivell - **Jeudi** : Louise Forestier et Anne Sylvestre - **Vendredi** : Steve Warring et Graeme Allwright - **Samedi** : Brigitte Fontaine et Areski et Georges Moustaki - **Dimanche** : Mama Béa Tekielski et Claude Nougaro.

LES THEMES REGIONAUX AU THEATRE JACQUES CŒUR

Mercredi : Le Lyonnais : Azergues présente Pierre Delorme et André Tavernier - **Jeudi** : Le Limousin avec Chelene et Jacques Emile Deschamps présentés par Imagine - **Vendredi** : La Bretagne et Gérard Delaye, Yvon Le Mar et Melaine Favennec présentés par Nevenoé - **Samedi** : La Touraine avec Alain Moisan, Bruno de la Salle et la Tête ailleurs - **Dimanche** : L'Aquitaine avec Dominique Ardiller, Gérard Dupont, Patrick Manet et Christian Merlette présentés par le Centre Giani Espo-sito.

Mama Béa Tekielski.



Une chance cette année que les trois zones scolaires aient des vacances communes. Merci M. Haby ! Car, au lieu de faire nos révisions ou de préparer nos cours pour la rentrée, nous irons — ceux qui le peuvent — au Festival de la chanson française de Bourges. Comme l'année dernière, la Maison de la culture et « Ecoute s'il pleut » renouvellent leur expérience. Avec une différence : le festival 1978 s'ouvrira à des formes d'expression musicales — et extra musicales —, à la chanson internationale aussi, avec en prime la possibilité pour les associations régionales et leurs répertoires de présenter leur programmation. En tout 42 spectacles en sept lieux différents, 47 animations (rencontres, ateliers, débats, expositions, stands d'information). Ainsi, chaque jour, de 10 heures à 2 heures du matin, pour un prix pouvant aller de 10 à 28 F* une série de manifestations sur les thèmes essentiels de la chanson française.

* Une carte d'adhérent au Festival de Bourges 78 est en vente jusqu'au 31 mars dans les trente points « Printemps de Bourges 78 » répartis dans toute la France. La carte donne droit à une réduction de 5 F pour chaque spectacle payant. Maison de la culture de Bourges, place André Malraux, 18021 Bourges Cedex, tél. (36) 24-82-22.

CHANSON FRANÇAISE ET INTERNATIONALE

Mercredi : Gilbert Lafaille, Jean Sommer et Jean-Roger Caussimon - **Jeudi** : Nicole, Géranium et Gilles Servat - **Vendredi** : Michel Buhler, Alain Bialek et Pascal Auberson - **Samedi** : Claire, Michèle Bernard et Pia Colombo - **Dimanche** : Michel Sohier, Renaud et Ricet-Barrier.

Mercredi : L'Amérique du Sud avec Patricio Manns, Daniel Viglietti et Los Jaivas - **Jeudi** : La Scandinavie avec « Les Musiciens traditionnels de la Suède » - **Vendredi** : Le Maghreb et Hedi Guella, El Orban et Djamel Allam - **Samedi** : La Catalogne représentée par Maria Del Mar Bonet, Ramon Montaner et Luis Llach - **Dimanche** : L'Europe de l'Est avec Kostia Kanskis, Véronique Cobolban et Geza Orgon.